L'hebdomadaire des Socialistes

# Vendredi

Cinquième année - N° 188 - Vendredi 14 mai 1993 - ISSN 0995-0583 - Prix 6,50 F

# BALLADUR AGGRAVE LA RECESSION

## La rigueur pour tous, la relance pour les autres




© Fondation Jean Jaurès

# Votre courrier

## M.E B.A.T.T.R.E

J'ai très mal à mon socialisme car celui-ci a saigné trois fois depuis le début de cette année.
La première fois en raison de l'incompréhension des Français aux législatives.
La deuxième a été le jour même, ici, dans mon département, avec l'élection d'un parachuté de droite.
La troisième est venue avec la tragique disparition de notre grand Pierre Bérégovoy, dont je porte le deuil. Pour que cela ne se produise plus, je vais me battre avec vous tous contre la calomnie, l'injustice, l'imbécillité, l'égoïsme, et aussi le pouvoir de l'argent. Tous unis et au travail.

**ANDRE VALENTIN**
***Verdun (55).***

## S.Y.M.B.O.L.E

N'est-ce pas un symbole, que ce soit un ancien ouvrier syndicaliste, ancien résistant, belle figure de proue du socialisme, qui ait choisi de disparaître le jour même de la fête des travailleurs ?
Mieux encore, c'est là un événement qui fait désormais date dans l'histoire pour résonner au travers des générations futures, paré de toute son auréole de dignité et de courage.
Pour que le sacrifice de Pierre Bérégovoy ne soit pas vain, nous devons impérativement, nous, militants socialistes, et ce, depuis la base jusqu'aux plus hautes instances de notre Parti, faire montre, dès à présent, d'une autre cohésion, d'une autre solidarité, d'une autre tolérance afin qu'il soit désormais établi que notre socialisme ne s'arrête pas au confluent de nos antagonismes individuels ou de nos ambitions personnelles, comme cela a trop souvent été lié dans le passé, fut-il lointain ou récent.
C'est à ce seul prix que nous redeviendrons le catalyseur de toutes les aspirations de l'homme de gauche et aussi de tous ceux qui, autour de nous, se réclament du progrès dans la liberté !

**PIERRE-FRANÇOIS PROSPERI**
***Bastia (2B).***

## R.E.C.O.N.N.A.I.S.S.A.N.C.E

J'ai le sentiment, en tant que socialiste, d'avoir dans ce malheur ma part de responsabilité.
Pierre Bérégovoy avait réussi à donner à notre pays une monnaie solide et à rendre durablement excédentaire la balance de nos échanges extérieurs.
J'ai quatre-vingt deux ans et c'est la première fois que je vois mon pays aussi bien guéri de maux dont il était toujours affigé.
Et cela, en dépit d'une spéculation contre notre monnaie entretenue depuis la campagne du référendum par les propos des Séguin, Pasqua et autres qui se sont tus, depuis, comme s'il s'était agi simplement, avant les élections, d'aggraver les fermetures d'entreprises et la montée du chômage en rendant impossible la baisse des taux d'intérêt.
Pierre Bérégovoy savait, par son expérience personnelle, que les plus modestes sont toujours les premières victimes de l'inflation.
Avec la conscience d'un ouvrier qui aime le travail bien fait, il a entrepris de nous en guérir et il y a réussi.
Lui avons-nous fait sentir combien nous lui en étions reconnaissants ?

**GEORGES TRUDELLE**
***Nogent-sur-Marne (94).***

## I.N.T.O.U.C.H.A.B.L.E.S

On a le droit et le devoir, comme l'a fait François Mitterrand, de réagir très fortement contre ceux qui, indirectement, par leur propos, leur action, ou par leur dérision pas innocente, sont responsables de ce terrible drame.
Combien de fois n'ai-je entendu, de la part de sympathisants navrés : "Qu'attendez-vous pour répondre, vous défendre ?"
Et nous, militants, avons-nous écrit, téléphoné à ces médias, pour protester et dire "trop c'est trop" ? N'oublions pas que, si des milliers de lettres leur parvenaient, ils en tiendraient compte.
A retenir pour l'avenir.
La presse se drape dans sa liberté d'expression, elle oublie qu'elle n'en a jamais tant bénéficié que depuis 1981. Intouchable, offusquée, réfutant tout dès que l'on essaie de la faire réfléchir, qu'elle n'oublie pas que le lecteur, lui aussi, a droit à sa dignité et souffre de ce climat malsain.

**FERNAND LOUET**
***Nantes (44).***

## J.U.S.T.I.C.E

Perquisitions médiatisées, inculpations retentissantes, la justice, avec une indépendance ostentatoire, fait la loi dans le microcosme. Finie l'époque où la muselière et l'éteignoir étaient les armes favorites des gouvernants ! Les affaires sont aujourd'hui gérées démocratiquement, parfois même jusqu'à l'excès au regard du secret de l'instruction. Les juges en font-ils un peu trop ? Peut-être. Mais là n'est pas la véritable question. Le gouvernement proteste et se défend mais n'entrave pas l'exercice des contre-pouvoirs.
Rien que de très normal, me direz-vous, dans un Etat de droit. Sauf que, sous la Ve République, ce n'était pas toujours la règle.
Peut-on se résigner à laisser croire à ceux qui ont la mémoire courte que le feuilleton des affaires aurait été écrit par les seuls socialistes ? Avant 1981, les affaires n'étaient pas moins nombreuses et autrement plus graves. Doit-on tirer du placard la liste des morts jamais complètement élucidées ? A-t-on su qui avait commandé la pose des micros au "Canard enchaîné" ? Que penser de l'incroyable manipulation du vote des Français à l'étranger en 1978 ?
Jean-François Kahn, dans un de ses pamphlets, a détaillé l'affaire de ces 40.000 suffrages vierges collectés aux quatre coins du monde par de zélés diplomates et affectés à des circonscriptions incertaines pour la majorité. Un scandale impuni dans un système tirant pourtant des urnes sa légitimité. En ce temps-là, les procédures étaient la mise sous le boisseau et les affaires étouffées. Roger-Gérard Schwartzenberg, dans son livre "La Droite absolue", dénonçait la République du silence.
A la République du silence, je préfère celle de la fuite, du déballage et du tohu bohu. Pour n'être pas un modèle, c'est un moindre mal.

**GILLES-JEAN PORTEJOIE**
***Clermont-Ferrand (63).***

## M.E.S.S.A.G.E

Pierre Bérégovoy, malgré sa force de caractère et sa foi dans l'avenir, n'a pas résisté. Il n'a pu supporter de se faire traîner dans la boue, lui, le militant rigoureux et honnête, de voir son image et celle de ses amis socialistes salies, sans qu'il puisse même se faire entendre. Et à ceux qui mélangent tout sans savoir, ou qui veulent faire oublier cette campagne en avançant des explications douteuses, je dirai que l'échec du 28 mars, il l'a ressenti durement, comme nous tous, mais que la tristesse n'explique pas son geste fatal. Il est tout aussi inexact de tenter de l'expliquer par l'amertume qu'il devait ressentir de voir sa politique dénoncée sans nuances par une droite qui voulait -qui veut toujours- faire porter aux socialistes la responsabilité des mesures impopulaires qu'elle va prendre.
En vérité, un homme solide peut devenir fragile à force d'être frappé. C'est cela qui a brisé notre camarade, mon ami Pierre Bérégovoy. Par son geste terrible, il a voulu aussi nous transmettre un message. Sachons le recevoir et le comprendre. Qu'il soit une occasion pour nous tous de réfléchir collectivement et personnellement au sens de notre combat et au sens même de l'action politique.
Adieu Pierre, nous ne t'oublierons pas

**PAUL QUILES**
***Albi (81).***

## C.O.L.E.R.E

Injustice de constater que c'est un homme issu du terrain, militant de base, né en dehors du cercle de l'aristocratie politique, un homme qui a accédé, par son travail et la force de ses convictions, aux plus hautes marches de la fonction politique tout en restant proche de la réalité quotidienne, qui s'est retrouvé seul, confronté à ses incertitudes, ses doutes, au point d'en arriver aux extrémités que l'on connaît, malgré un parcours exemplaire.
Colère quand on voit tous ces énarques, ces émules des grandes écoles, ces beaux parleurs, ces sociaux-technocrates superspécialistes des "grands dossiers" aux convictions politiques interchangeables et aux certitudes enrobées de moralité arrangeante, que jamais l'ombre d'un doute n'a effleurés.
Enfin, cette date chargée de sens du 1er mai. Le cercle se referme et tous les militants viennent de perdre un des leurs.
Ce qui n'aurait pas été le cas avec beaucoup d'autres élus, dont la volonté de faire une carrière politique s'est accomodée de "l'option" socialiste uniquement pour des raisons d'époque ou d'opportunité locale.
Il faut rendre la parole aux militants, disent ces derniers. La parole, les militants la prennent. Ils n'ont pas besoin qu'on la leur rende.

**JACQUES PAVOT**
***Bordeaux (33).***

Vendredi
10, rue de Solferino 75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174 ; Télécopie : 45.51.47.03
**Service abonnés : 45.56.78.57**
TELEPHONE : *pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom*

**DIRECTION**
**Directeur de la publication :** Jean-Jack Queyranne
**Comité de direction :** Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

**REDACTION**
**Rédactrice en chef :** Lyne Cohen-Solal
**Directeur de la rédaction :** Jacques Garat (78.58)
**Secrétaire gal de la rédaction :** Jacques Goubin (78.82)
**Politique :** Jean-Pierre Bedeï (78.73)
**Economie :** Monique Grima (78.70)
**Idées :** Bernard Chaouat (79.01)
**Société :** Patricia Jaffray (78.94)
**Régions :** Maryline Trassard (78.71)
**International :** Ghislaine Toutain (77.92)
**Actuelles :** Françoise Lorrain (78.55)
**Secr. de rédaction :** Vanda Gervasio (78.61)
**Maquette :** Flavienne Allar (78.92)
**Infographie :** Jean-Pierre Pécau (77.92)
**Réalisation :** Sandrine Girard (78.92) Taoufik Khatib (78.54)
**Révision :** Jean-François Gantois (78.53)
**Photo :** Pascal Lebrun, Josette Serreau (78.53)

**ADMINISTRATION, GESTION**
Madeleine Darbel (78.44)

**ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS**
Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56), Sabine Sebah (78.79)

**PUBLICITE**
Pyramid Conseil - (16.1) 42.21.40.90

**FABRICATION**
**Photogravure, montage :** Dawant - Paris
**Impression :** Avenir Graphique - Torcy
**Routage :** Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

**CREDITS PHOTOS**
P. Lechien (illust. couv.) ; SNCF / D.R. (pp. 3 et 16) ; Theatre Museum / D.R. (pp. 3 et 21) ; D.R. (p. 11, 12, 13 et 22) ; B. Enguerand / D.R. (p. 15) ; Universal Edition / D.R. (p. 21) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 148.000 ex.

# CETTE SEMAINE

**2** Courrier

**POLITIQUE INTERIEURE**

**4** La rigueur pour tous, la relance pour les autres
**5** Michel Rocard
**6** Code de la nationalité, immigration : ces projets de la droite qui déshonorent la France
- La droite tirée par la base
- Danièle Lochak : "On fait tout pour gêner l'intégration"

**8**
- Mois de mai, où sont partis nos rêves ?
- André Comte-Sponville : "Rendre sa grandeur à la politique"

**9** Hommages à Pierre Bérégovoy
**10** Jean-Pierre Chevènement : de la dissidence à la rupture

***Un supplément quadri "Formation" est encarté entre les pages 10 et 15.***



▲ *La rigueur pour tous. (p. 4).*



▲ *SNCF (p. 16).*



▲ *La musique dégénérée (p. 21).*

**POLITIQUE ET SOCIETE**

**16** SNCF : signal d'alarme tiré

**POLITIQUE INTERNATIONALE**

**18**
- La Bosnie abandonnée
- La crise au SPD : contrecoups de l'unification

**19** Proche-Orient : un dialogue difficile

**CULTURE**

**21** La musique dégénérée
**22**
- Post-scriptum
- Cinéma : Festival de Cannes

**INVITE**

**23** Jean Viard

**Etats généraux**

**Mobiliser vos sympathisants ? Facile. Les listes de "Vendredi" viennent d'être envoyées aux fédérations. Secrétaires de section, demandez-les, complétez-les.**

***Le prochain "Vendredi" paraîtra le 28 mai.***

## Claude Estier

**5 mai** Rencontre à Copenhague avec le premier ministre, Poul Rasmussen, et le ministre des Affaires étrangères, Niels Petersen, qui présentent un bilan positif de la présidence danoise de la CE, devant s'achever à la fin du mois prochain. D'ici là, affirment-ils, les Danois auront approuvé par référendum, le 18 mai, le traité de Maastricht (retaillé, il est vrai, à leur intention) et le sommet de juin pourra, d'une part, annoncer des mesures concrétisant l'initiative de relance économique pour la croissance. Je suis davantage surpris d'entendre que les négociations pour l'élargissement de la Communauté à la Suède, la Norvège, la Finlande et l'Autriche seraient suffisamment avancées pour qu'elles puissent aboutir en 1994 et que l'adhésion de ces quatre pays soit effective au 1er janvier 1995. Cette adhésion, nous est-il précisé, ne nécessite pas de modification des institutions communautaires. On peut cependant penser que le fonctionnement de celles-ci, déjà bien difficile à douze, le sera encore plus à seize. Un exemple : neuf langues sont actuellement en usage dans les débats et les écrits de la Communauté. L'arrivée des trois nouveaux pays scandinaves portera ce nombre à douze. De beaux jours pour les interprètes.

**9 mai** Je ne voudrais pas ajouter à la polémique qui a surgi après la mort de Pierre Bérégovoy et la phrase sur les "chiens" prononcée par François Mitterrand à Nevers. Mais j'approuve ce soir Bernard Kouchner quand, aux côtés de l'abbé Pierre, à "7 sur 7", il pose la question : les journalistes et les juges seraient-ils dans ce pays les seuls professionnels que nul n'aurait jamais le droit de critiquer ?
Sur ce thème, j'ai lu ou entendu ces jours-ci des choses excessives dans l'attaque comme dans la défense de la presse. Mais j'ai retenu deux textes qui font honneur à leurs auteurs. Celui de Jean Daniel qui écrit, dans "Le Nouvel Observateur" : "Il y a une singulière tartuferie à se réfugier derrière la défense de la liberté de la presse dès que quelqu'un d'extérieur prétend s'interroger sur notre métier. Depuis quand serions-nous au-dessus des usages, des codes, de la décence, de l'éthique collective ou intime ? Au nom de quoi détiendrons-nous ce privilège ?"
Et, dans une tribune du "Monde", celui de Claude Sérillon qui, empruntant "le chemin trop libre, trop désert de la réflexion sur ce métier autosatisfait, bardé de principes autoproclamés et désormais réglementé par la rentabilité", répond à la même question : "Notre emploi n'est pas au-dessus des autres. Il ne saurait y avoir des journalistes (et des juges) et puis le reste du peuple auquel on montre, comme à la foire, ses élus... Et si nous reprenions tout simplement un travail d'explication sans chercher à plaire ou à déplaire, à faire ou à défaire, à détruire ou à donner des conseils ?" Je n'ai pas la naïveté de penser que Jean Daniel et Claude Sérillon seront entendus par l'ensemble de la profession. Pourtant, celle-ci ferait bien de réfléchir elle-même à sa mise en question si elle ne veut pas un jour subir le mépris d'une opinion qu'aujourd'hui elle croit flatter.

**10 mai** Jacques Chirac a choisi le jour où Edouard Balladur présentait son plan de rigueur pour se rappeler au bon souvenir des Français dans une interview au "Figaro". On y apprend que le président du RPR est d'une "parfaite sérénité, qu'il ne regrette pas de ne pas être à Matignon et qu'il a élaboré depuis cinq ans (?) la stratégie qui y a conduit le premier ministre actuel. Plus importante me paraît l'évocation des liens qu'il a tissés en allant soutenir des candidats "aussi bien RPR qu'UDF" qui sont aujourd'hui députés. Question (que 'Le Figaro" n'a pas posée) : et Giscard dans tout cela ?

BALLADUR AGGRAVE LA RECESSION

# la rigueur pour tous, la relance pour les autres

*A présent, on en sait plus sur le "nouveau modèle français". Il doit être mince et maquillé : taille très fine et poudre aux yeux sont de rigueur. L'ironie, pourtant, n'est pas de mise. Le gouvernement Balladur se trompe tragiquement sur le diagnostic de la crise. Et sur les remèdes. Ce sont les Français, et surtout les moins aisés d'entre eux, qui en paieront les conséquences.*

Pour peu, à écouter les déclarations des uns et des autres, on en serait presque venu à avoir des doutes : tout le monde était de gauche, même la droite. Elle se mettait à parler de la dureté des temps et des efforts nécessaires. Certes, pendant la campagne, elle voulait diminuer les impôts (surtout ceux des riches) et augmenter les salaires directs, mais elle pouvait être devenue lucide : dommage qu'elle ait empêché, par son conservatisme, la gauche de procéder aux réformes structurelles qui s'imposaient. Elle se mettait même à parler CSG et justice sociale, répartition équitable des efforts sur tous, capital et travail, riches et pauvres. On se demandait, naïvement, pourquoi elle n'avait pas voté la CSG, mais déposé une motion de censure contre cette réforme.

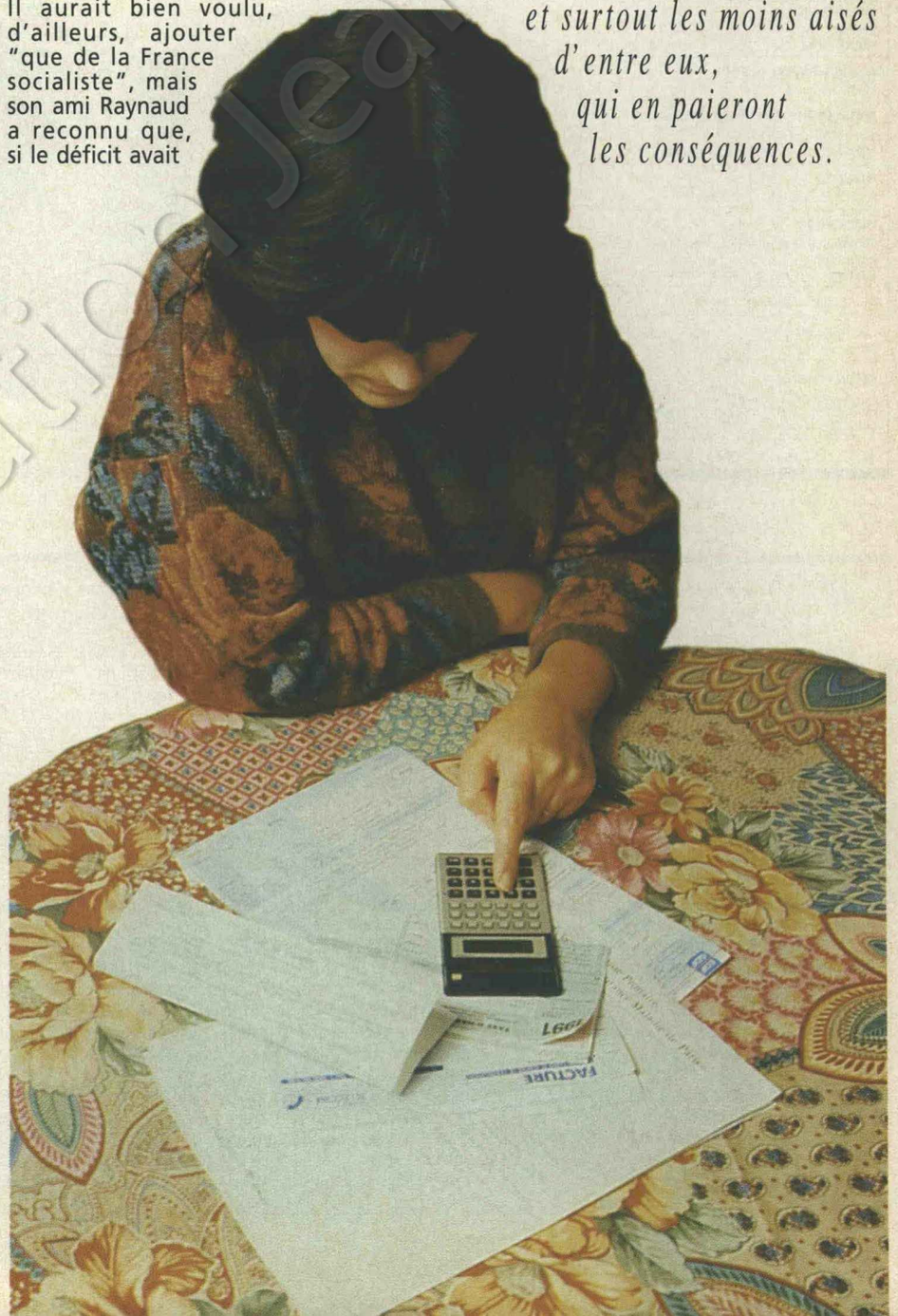
## LES MASQUES SONT TOMBES

Et puis, le 10 mai est arrivé. Quelle délicatesse dans le choix de la date ! Il y aurait dû y avoir un 5 mai, mais le suicide de Pierre Bérégovoy a trucidé ce 5 mai-là. Il est difficile, quand on a une très bonne éducation, et M. Balladur a reçu une très bonne éducation, de mettre en cause un mort quand ce drame interpelle tous les Français. Alors, M. Balladur a repoussé la date de la publication de ses décisions et, mine de rien, il a choisi le 10 mai. Le 10 mai, ça nous rappelle des souvenirs, à nous, des souvenirs d'il y a douze ans. Eh bien, ce 10 mai-ci fera date, lui aussi : c'est le jour où la droite a jeté les masques.

La droite est bien la droite, avec son cortège de suffisances, son art pour piper les dés, son habitude de l'injustice, sa volonté de conservatisme. Et son aveuglement. Les Français sont invités à se serrer la ceinture. Selon un vieux principe, plus leur porte-monnaie est vide, plus il doit être vide : pour les autres, il convient de faire semblant.

Laissons tomber la suffisance, elle ne peut durer qu'un temps et le temps viendra vite, malheureusement pour les Français, où elle se dégonflera comme un ballon de baudruche. Passons tout de suite à l'aveuglement, car tout le reste en découle.

M Balladur verse une larme apitoyée sur "la crise de la France". Pour lui, il n'est de crise que de la France. Il aurait bien voulu, d'ailleurs, ajouter "que de la France socialiste", mais son ami Raynaud a reconnu que, si le déficit avait



filé, ce n'était pas en raison d'une mauvaise gestion des socialistes. Ces derniers avaient fait le nécessaire, mais la détérioration de la conjoncture internationale avait laminé les recettes. Cette profondeur de la récession, personne, au départ, n'en avait pris l'exacte mesure : ni les plus grands organismes internationaux, ni les experts conjoncturistes français, ni la gauche quand elle a tablé sur 2,6% de croissance en établissant le budget... ni la droite, non plus, qui s'est contentée de chipoter en avançant le taux de 2,1%. Aujourd'hui, d'ailleurs, M. Balladur doit implicitement reconnaître que l'augmentation du déficit, contre lequel il n'a pas eu de mots assez durs, était inéluctable puisqu'il ne le réduit que de seize milliards malgré ses rodomontades.

## AU DEPART, UNE ERREUR DE DIAGNOSTIC

S'il n'est de crise que de la France, cela veut dire, en bon français, que les autres sont en bonne santé. Derrière quelles œillères M. Balladur a-t-il donc établi son diagnostic ? L'Allemagne, notre modèle de vertu, se demande si son PIB baissera de 1 ou de 2%. C'est l'Europe tout entière qui est entrée en récession, et pas seulement la France, qui affiche les moins mauvais chiffres de déficit. Puisque la crise est franco-française aux yeux de la droite, elle ne peut avoir qu'une cause, et une seule : la lourdeur des charges qui pèsent sur les entreprises. M. Balladur construit l'essentiel de son plan autour de leur allègement, en mettant à la charge de l'Etat le financement des allocations familiales, intégralement pour les bas salaires, de façon étalée dans le temps pour les autres. Mais a-t-on jamais vu une entreprise embaucher uniquement parce qu'on baissait ses charges ? Elle embauche parce qu'elle a des marchés. Les firmes automobiles, qui s'attendent à une baisse des immatriculations de 10% cette année, n'embaucheront pas pour faire plaisir à M Balladur.

Cette erreur de diagnostic au départ est lourde de conséquences. Elle amène à privilégier les entreprises de façon comptable et artificielle, tout en mettant durement à contribution salariés et ménages. Qu'y gagneront, en fait, les entreprises, sinon à chercher davantage leurs clients, et à en trouver de moins en moins ? Avec cinquante milliards de ponction au total dès cette année et leur pouvoir d'achat laminé, les Français ne vont pas être tentés par la consommation et limiteront leurs achats. Et c'est ainsi que l'on étrangle dans l'œuf une reprise qui aurait pu être possible. Et que l'on accentue une récession

Que devient l'emploi dans cette affaire ? C'est pour lui, paraît-il, qu'on procède à une mini-relance dans les BTP, qu'on allège les charges, qu'on accorde 2,5 milliards au financement des contrats emploi-solidarité... en réduisant leur nombre par rapport à l'an dernier. Mais les syndicats ne s'y sont pas trompés : comme FO, ils craignent que le plan gouvernemental ne se traduise "par une accentuation du ralentissement économique, donc une aggravation du chômage."

## UNE AGGRAVATION DES INEGALITES

Les Français sont-ils, au moins, tous mis à contribution à la même enseigne ? Oui, affirme le gouvernement : la CSG à 2,4% touchera les revenus du capital et du travail, ceux des salariés modestes comme ceux des cadres. Faux, répondent les chiffres, de qui se moque-t-on, puisque l'augmentation prévue de 1,3% sera déductible de l'impôt ?

Il y a, à cet égard, détournement de procédure, car le gouvernement Rocard avait mis la CSG en place non pour faire payer plus d'impôt aux Français, mais, bien au contraire, dans le but de diminuer les cotisations des salariés pour les asseoir de façon plus juste et, entre autres, aussi sur le capital. Il s'agit bien d'une cotisation, d'une contribution comme son nom l'indique, et non d'un impôt. L'utilisation qui en est faite aujourd'hui, par le biais de la déductibilité la fait changer de nature. C'était d'ailleurs la raison pour laquelle le Conseil constitutionnel, au moment de son institution, avait déclaré qu'elle ne pouvait pas être déductible car il n'y aurait plus, alors, d'égalité des Français devant l'impôt.

Les petits salaires, de fait, ne profiteront pas de cette déductibilité car, bien souvent, ils ne sont pas imposables. En revanche, les cadres et les gros salaires en bénéficieront à plein, malgré le simulacre de plafond, instauré à l'occasion, qui effleurera simplement les très gros salaires qui sont peu nombreux. Les petits salaires paieront donc proportionnellement plus que les gros. La CFTC a fait un calcul simple : "Au moment où le smicard paiera 1,3% de plus pour la CSG, son employeur économisera 5,4%."

Au total, les Français seront touchés plusieurs fois. Comme salariés, par le gel des salaires comme dans la fonction publique (qui sera, vraisemblablement, étendu aux entreprises publiques et parapubliques, en attendant celles du privé). Comme contribuables, par l'augmentation de la CSG. Comme consommateurs, par la forte hausse des taxes sur les carburants. Comme assurés sociaux, bientôt, par la hausse du forfait hospitalier et l'instauration vraisemblable d'un forfait sur les ordonnances qui vont être annoncées prochainement. Comme futurs retraités, aussi, avec les réformes qui s'annoncent.

Les temps qui viennent vont être durs pour les petits.

**Monique Grima**

## Poudre aux yeux et clientélisme

*M. Balladur est remarquable comme communicateur. Malheureusement pour les Français, il est sensiblement moins bon comme premier ministre. Dès la formation de ce gouvernement, je le soupçonnais d'être un gouvernement de campagne électorale. Je ne pensais pas qu'il le prouverait si vite, par le maniement de ces deux ficelles que sont la poudre aux yeux et le clientélisme.*

*Poudre aux yeux, l'habillage transparent de mesures qui ne diminueront en rien les déficits au nom desquels on taxe les Français.*

*Clientélisme, la manière par laquelle on fait payer aux bas et aux moyens revenus la déductibilité de la CSG offerte aux revenus plus hauts.*

*Le gouvernement, dès lors que, contrairement à tous ses engagements pourtant pris en parfaite connaissance de cause, décidait d'alourdir les prélèvements, avait le choix entre porter la CSG à 2% sans la déduire de l'impôt, ou la déduire partiellement de l'impôt mais, pour ne pas y perdre de recettes, en la portant à 2,4 %.*

*Plus on s'élève dans les tranches de l'impôt, plus la déductibilité est profitable. C'est donc naturellement la seconde formule qui a été choisie.*

*Parce que toute déductibilité est populaire, les Français n'ont pas encore mesuré combien elle est injuste. Raison de plus pour le leur dire, le leur expliquer, quitte à n'être entendu qu'avec retard. Mais nous serons entendus, car les Français verront assez vite qu'aux uns vont toutes sortes d'exonérations et de cadeaux fiscaux tandis qu'aux autres ne sont offerts que blocages nouveaux et nouvelles taxations.*

*Si au moins cette injustice contribuait à diminuer celle, suprême, qu'est le chômage, mais même pas ! Ne sont mises en œuvre que les méthodes les plus classiques et les plus décevantes.*

*Non, décidément, n'est pas Churchill qui veut... Nul ne peut confondre le courage et la brutalité.*

*Sur la durée, un bon premier ministre pourrait faire oublier qu'il est un moins bon communicateur. Mais le meilleur communicateur ne pourrait dissimuler qu'il est mauvais premier mInistre.*

M. Rocard

# code de la nationa ces projets de la droite q

## la droite tirée par sa base

*Le gouvernement Balladur jette en pâture idéologique à sa majorité la réforme du Code de la nationalité, premier projet de la législature. Alors que les Français prennent la dimension de la note inégalitaire qu'ils auront à payer et que Charles Pasqua avance ses pions.*

De tous les ministres du gouvernement Balladur, c'est Charles Pasqua qui témoigne de l'activité la plus débordante. Le discours insécurité-délinquance-immigration-mineurs a servi de toile de fond. Le coup d'envoi a été donné avec les contrôles d'identité préventifs auxquels le ministre de l'Intérieur semble tenir beaucoup. L'abbé Pierre note, avec justesse, qu'appliquée à ce type de pratiques, la notion de prévention, sans poursuite de délit concret, peut conduire à l'Etat policier. Les mesures sur l'immigration ont suivi qui, s'il en était besoin, ont accentué les signes donnés avec la réforme du Code de la nationalité, ciment et gage de la nouvelle majorité donnés à l'électorat le plus tenté par la frilosité nationaliste, voire la xénophobie.

On a souligné le changement de ton de Pasqua à propos des bavures. La décision de supprimer le Conseil supérieur de l'institution policière, créé par Paul Quilès il y a deux mois, saisi pour la première fois sur l'affaire de Watreloos, lève le voile sur les réelles intentions du ministre de l'Intérieur. Manifestement, la vigilance des personnalités extérieures au sérail policier (et peut-être l'indépendance de certains policiers eux-mêmes) inquiétait, et la promesse de créer plus tard un organisme chargé de la déontologie policière, mais sans doute plus souple d'échine, ne saurait faire illusion.

La presse s'est fait l'écho des réticences des centristes, Pierre Méhaignerie et surtout Simone Veil, contre certains projets musclés de Charles Pasqua. Mais on ne peut qu'être frappé par la disproportion entre l'avalanche des mesures annoncées par Charles Pasqua et les interventions généreuses mais vagues de Simone Veil. Le débat sur la ville n'a débouché que sur des intentions, certes louables, mais vides, et la balance n'est pas égale entre mesures restrictives et intégration. Si le ministre des Affaires sociales et de la Ville devait se contenter de gommer les aspérités les plus voyantes des projets du ministre de l'Intérieur, au risque de servir de caution à l'essentiel de sa philosophie, l'incapacité du gouvernement Balladur à régler les questions de fond de la société française se ferait bientôt sentir.

Pour l'heure, Edouard Balladur a tout fait pour que le texte de la réforme du Code de la nationalité soit adopté tel quel par l'Assemblée, conscient qu'il est des débordements que la discussion peut engendrer dans sa majorité.

Les éléments les plus extrémistes de la droite vont-ils s'en satisfaire ? "Les ultras de la majorité ont été muselés en commission, explique le socialiste Jean-Yves Le Déaut. Mais on peut craindre que ce texte ne soit durci par des amendements ou des dispositions réglementaires." Cette proposition de loi, qui prévoit que les enfants nés en France de parents étrangers doivent manifester leur volonté de devenir Français et revient donc sur l'automaticité de l'acquisition de la nationalité française pour ces jeunes, a essentiellement pour but de donner satisfaction à la fraction la plus dure de son électorat et lui faire passer la pilule du collectif budgétaire. "Il n'y a aucune raison de mettre en cause un droit fondamental de plus d'un siècle qui a fait ses preuves, explique Jean-Yves Le Déaut. C'est un grignotage du droit du sol." Une argumentation largement développée par Jean-Pierre Michel qui, au nom du groupe socialiste à l'Assemblée, a défendu la question préalable en montrant le caractère discriminatoire et inopportun de la proposition de loi.

Reste qu'en cédant ainsi à sa base parlementaire et électorale, le gouvernement pourrait contribuer à ressouder la gauche. Mardi et mercredi, à l'appel des organisations antiracistes, des droits de l'homme et des partis politiques de l'opposition, dont le PS, plusieurs milliers de personnes ont manifesté contre la réforme du Code de la nationalité. Mais la mobilisation de la gauche doit encore progresser pour pouvoir inquiéter sérieusement la droite...

**J.-P.B. et B.C.**

## Danièle Lochak : "On fait tout pour gêner l'intégration".

*Que restera t-il de la salve de mesures que Charles Pasqua a conconctées sur l'immigration et qu'a révélées le GISTI ? Danièle Lochak(1), s'inquiète de la menace qui pèse sur le droit d'asile et l'intégration.*



# lité, immigration : ui déshonorent la France

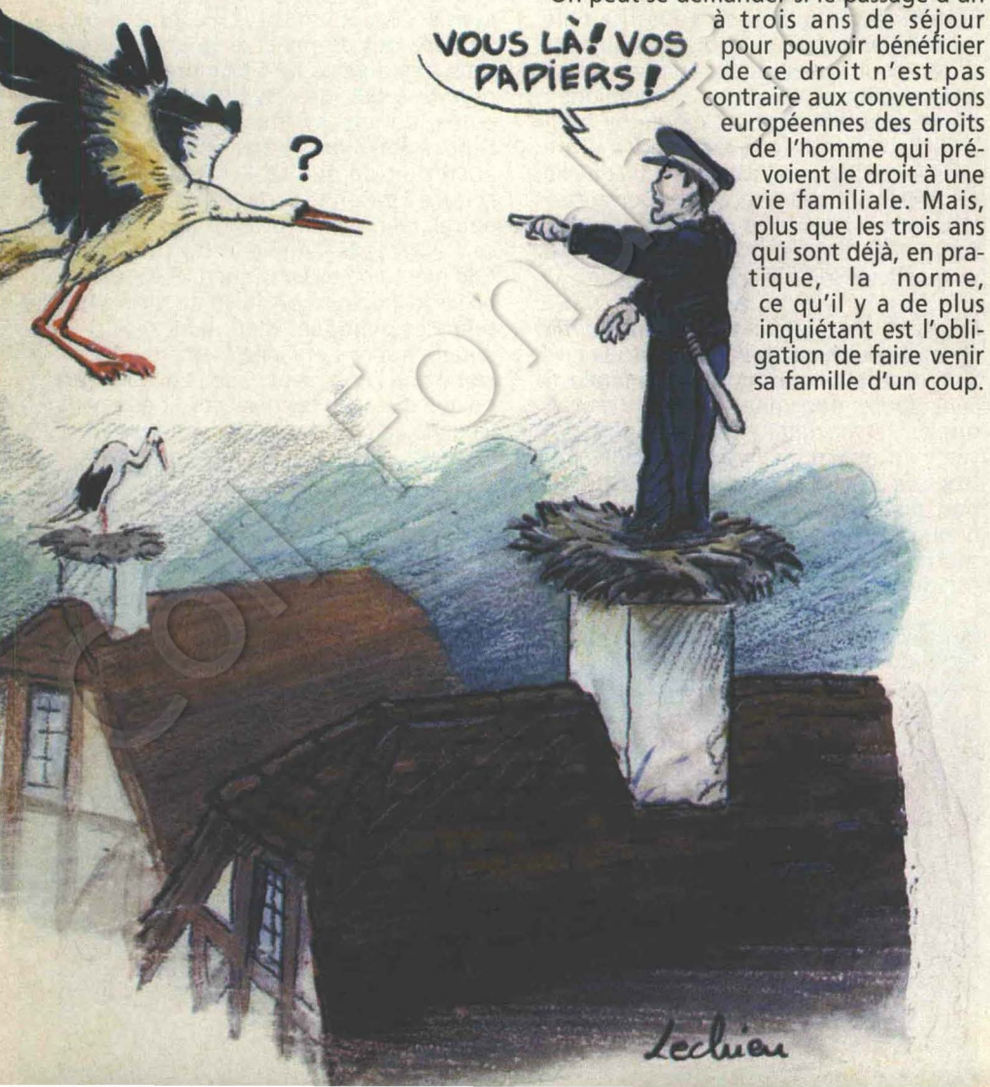
**Le ministre de l'Intérieur justifie les mesures qu'il envisage par la nécessité de la lutte contre l'immigration clandestine. Le GISTI est très sévère et parle "d'obsession de la fraude et de l'invasion". Pourquoi ?**

Les mesures envisagées concernent en fait beaucoup plus les demandeurs d'asile et les immigrés en situation régulière que ceux qui sont en situation irrégulière. Pour ces derniers, il s'agit surtout d'effet d'annonce. Empêcher les reconduits à la frontière de revenir en France pendant un an, rendre la rétention automatique et la prolonger de sept à dix jours comme le voulait déjà Pasqua en 1986, mesure que le Conseil constitutionnel avait invalidée, vise à frapper l'opinion, mais en réalité, il n'y aura guère de changement. Même si le clandestin a théoriquement le droit de revenir tout de suite, il lui faut un visa qui ne lui est pratiquement jamais accordé et la rétention est presque toujours appliquée sauf à ceux qu'on n'attrape pas. Pour les demandeurs d'asile, la situation sera nettement aggravée, le fait que les préfectures puissent ne plus délivrer d'autorisation provisoire de séjour -formulaire pour demander le droit d'asile à l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides)- risque d'affecter ce droit ancestral en France.

Enfin il est envisagé de revenir sur des dispositions que même les lois Pasqua de 1986 n'avaient pas mises en cause : les jeunes entrés avant l'âge de dix ans obtiennent, à dix-huit ans, la carte de séjour de dix ans depuis 1984. Ce ne sera plus automatique désormais. Cette mesure est dirigée contre des jeunes qui, après huit ans d'école, sont déjà largement intégrés.

**Le regroupement familial n'est pas mis en cause, mais on envisage sérieusement de le compliquer...**

On peut se demander si le passage d'un à trois ans de séjour pour pouvoir bénéficier de ce droit n'est pas contraire aux conventions européennes des droits de l'homme qui prévoient le droit à une vie familiale. Mais, plus que les trois ans qui sont déjà, en pratique, la norme, ce qu'il y a de plus inquiétant est l'obligation de faire venir sa famille d'un coup. Le regroupement familial est soumis à des conditions de logement assez strictes qui font que, pour les respecter, le père de famille fait venir progressivement les membres de sa famille. La consultation des maires que l'administration risque de suivre souvent constitue un obstacle supplémentaire. Quant à la possibilité de mettre en cause le titre de séjour d'étrangers (parfois en France depuis plus de quinze ans) qui auraient fait venir auprès d'eux leur femme et leurs enfants sans avoir obtenu d'autorisation de regroupement familial, je ne puis même pas imaginer que ce texte reste en l'état.




**Comment appréhendez-vous les questions des mariages blancs et de la polygamie auxquelles l'opinion semble assez sensible ?**

Ce sont des réalités marginales que l'on agite devant les Français. La commission de la nationalité avait essayé de chiffrer les mariages de complaisance, elle a conclu qu'il y en avait peu. Mais, aujourd'hui, tout mariage entre Français et étranger est suspect aux yeux de l'administration. A titre personnel, je suis favorable à ce qu'on proclame la polygamie impossible en France, mais il ne faudrait pas que cela retombe sur les épouses, une nouvelle fois sacrifiées.

**Le GISTI parle de cet avant-projet comme d'une "entreprise xénophobe de désintégration". Pensez-vous que c'est vraiment une rupture de notre tradition ?**

Toutes les mesures ne s'appliqueront pas, mais il risque d'en rester beaucoup trop de dangereuses : le Conseil constitutionnel ne pourra pas tout invalider. Une rupture de notre tradition ? Ce n'est pas aussi vrai que pour le Code de nationalité. La loi française n'était pas très libérale. Elle l'est devenue davantage en 1981 et 1984, la pratique l'étant moins. Le plus grave, c'est qu'on met en cause une direction à laquelle la droite semblait avoir adhéré puisqu'elle a voté la carte de séjour de dix ans. Et l'on fait une législation qui va à l'encontre du discours. Le discours est celui de l'intégration, mais on fait tout pour la gêner.

**Propos recueillis par Bernard Chaouat**

*(1) Présidente du Groupe d'information sur les travailleurs immigrés et membre du comité central de la Ligue des droits de l'homme, Danièle Lochak est professeur de droit public.*

# mois de mai, où sont partis nos rêves ?

*Il y a douze ans déjà, le 10 mai 1981, et vingt-cinq ans, le mois de mai 1968, deux dates qui n'ont pas laissé la France dans l'état où elles l'avaient trouvée...*

Avec le printemps revient le temps des manifestations, des fêtes. Avec le printemps revient aussi le souvenir de grands moments qui resteront dans l'histoire de notre société comme forts, populaires et significatifs.
Si le mois de mai 1968 a marqué les esprits et reste dans les mémoires, c'est bien sûr parce qu'il constituait l'aboutissement d'une époque, celle des "trente glorieuses", et de l'enrichissement du pays mais aussi d'une société bloquée dans ses certitudes et qui s'ennuyait ou bien s'engourdissait dans une bonne conscience coupable. Coupable, la société de la fin des années 60, l'était de ne pas faire à tous la même place au soleil ; coupable de n'avoir comme seul horizon de changer chaque année son frigo ou sa voiture ; coupable, aussi, de laisser ses enfants sans projet ni ouverture. D'où cette flambée romantique et libertaire, égalitaire et sans doute aussi un peu naïve, pour "changer la vie".
Cette belle phrase de Rimbaud, reprise par les socialistes, ne verra son triomphe que treize années plus tard, le temps qu'il fallait non seulement pour rassembler les forces politiques de gauche en un combat commun, mais aussi faire avancer les mentalités.
Treize longues années pour ceux qui avaient rêvé et ceux qui attendaient depuis plus longtemps encore qu'arrive au pouvoir la gauche et son programme de réformes fondamentales.
Le 10 mai 1981, pour nous déjà dépassé, sans doute restera pour nos enfants une date romantique mais aussi révolutionnaire. Elle le fut à notre façon de réformistes car, souvenons-nous, elle fut suivie de tant de mesures de changement que les manuels de droit durent être réédités voire refondus et qu'elles changèrent bel et bien la vie. La vitesse de l'information dans notre société ne prête pas aux célébrations, la gauche a pourtant besoin de temps pour expliquer et argumenter. Le 10 mai a été une fête bien discrète cette année. C'est dommage, bien dommage, non pour la fête mais pour l'avenir. Si nous ne nous soucions pas nous-mêmes de cultiver notre histoire et de relire avec les autres notre passage au pouvoir, ils le liront sans nous, et à leur manière...

**L.C.-S.**

# André Comte-Sponville : "rendre sa grandeur à la politique"

*La mort de Pierre Bérégovoy interroge sur les relations entre morale et politique. Analyse du philosophe André Comte-Sponville (1).*

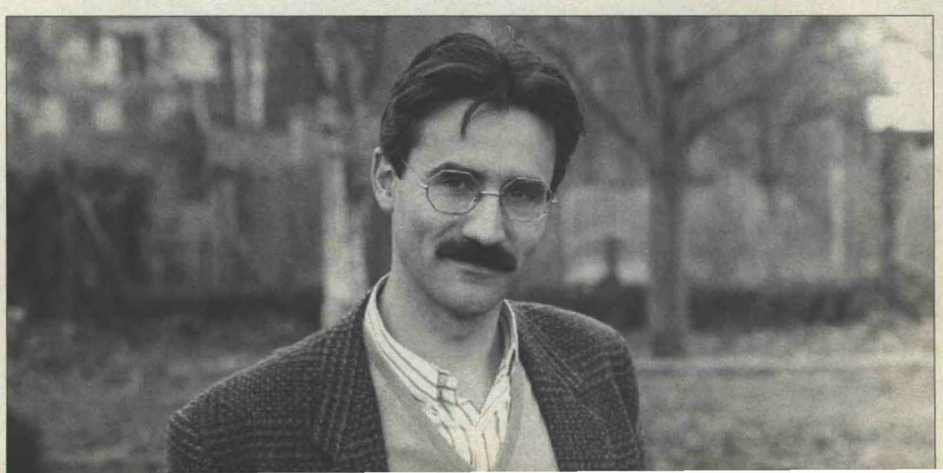
**Le suicide de Pierre Bérégovoy vous semble-t-il de nature à modifier les relations entre morale et politique ?**
Soyons lucides : le plus probable est que ce suicide ne change rien. On peut bien sûr le regretter, mais un regret n'est pas un argument. Au demeurant, les relations entre morale et politique ont-elles besoin de changer ? Le peuvent-elles ? On pourrait le croire si la tension entre l'une et l'autre était un phénomène récent ou conjoncturel. Mais il n'en est rien : la politique et la morale n'ont jamais fait bon ménage, on le sait depuis Thucydide ou Machiavel, et tous les bons sentiments du moment n'y changeront rien. En politique, le pouvoir est tout, la vertu n'est rien (l'apparence de vertu suffit !). En morale, c'est l'inverse. Comment n'y aurait-il pas tension entre ces deux ordres ? Et comment pourrait-on renoncer à l'un ou l'autre ? Qui peut faire de la politique sans mentir ? En matière financière, par exemple, c'est rigoureusement impossible... Et imaginez-vous Rocard, en 1988, dire ce qu'il pensait vraiment de Mitterrand ?
Reste à savoir, quand on s'autorise telle ou telle entorse à la morale ordinaire, si c'est pour le bien public ou pour le sien propre. C'est ce qu'avait vu Montaigne : "Aucune utilité privée n'est digne pour laquelle nous fassions cet effort à notre conscience ; la publique, bien, lorsqu'elle est et très apparente et très importante."
Vous me direz que ce n'est pas toujours facile à distinguer... Mais où avez-vous vu que la vie soit facile ?

**Pourtant, n'y a-t-il pas une certaine détérioration du climat politique français ?**
Si, tout à fait. Pour des raisons morales ? Sans doute, pour une part. Les Français ont eu le sentiment que "l'utilité privée", justement, l'emportait décidément trop sur "l'utilité publique"... Je ne crois pas, pourtant, que ce soit l'essentiel, ni que le remède soit un retour -bien sûr souhaitable- à la vertu. La vraie question est de savoir à quoi sert la politique. A quoi a servi, par exemple, le second septennat de François Mitterrand. A quoi bon soutenir la gauche plutôt que la droite si on a le sentiment qu'elles feront de toute façon la même politique, que les riches resteront riches et que les pauvres resteront pauvres... Si la politique est sans pouvoir sur la misère, sur le chômage, sur l'insécurité, à quoi bon la politique ? Contrairement à ce que tout le monde répète, l'urgent, aujourd'hui, n'est pas de réhabiliter la morale (il n'y a ni plus ni moins de crapules qu'avant), mais bien de réhabiliter la politique, de lui rendre sa grandeur, son sérieux, sa dignité... La morale individuelle des hommes politiques peut, certes, y contribuer, mais elle ne saurait tenir lieu de programme ni de stratégie !

**"Le Bébête show" est une infamie, qui fait autant de tort à la politique en général qu'aux hommes politiques en particulier", écrivez-vous (2). La distance et la dérision ne sont-elles pas nécessaires dans une démocratie ?**
Si, bien sûr, et l'on n'en aura jamais trop ! Mais le "Bébête show", c'est autre chose. Ce parti pris de ramener la politique au plus bas niveau de l'homme, de tout réduire à des intérêts sordides ou ridicules, d'évacuer les vrais débats, de rendre Raymond Barre, par exemple, aussi ridicule que Le Pen (et, donc, de rendre Le Pen aussi acceptable qu'un autre), ce nivellement dans le grotesque, ce mépris systématique, cette vulgarité... Comment voulez-vous que la République en sorte indemne ? A force de rendre nos hommes politiques méprisables, c'est le peuple français et l'idée même de démocratie que l'on atteint. Que peut valoir un peuple qui a élu ces gens-là ? Et que peut valoir la démocratie ?

**Propos recueillis par Patricia Jaffray**

*(1) Moraliste, auteur de "Vivre, traité du désespoir et de la béatitude" (PUF), André Comte-Sponville vient de publier "L'Amour la solitude" (Paroles d'aube).*
*(2) "L'Evénement du jeudi", 6 mai 1993.*



# HOMMAGE

**Militants, sympathisants, Français, touristes de passage : ils sont venus par centaines exprimer leur émotion et rendre hommage à Pierre Bérégovoy en se recueillant quelques instants, rue de Solferino. Leurs mots.**

*Je suis très attristée par cette fin tragique. Comme vous avez dû souffrir pour en arriver là ! Monsieur Pierre Bérégovoy, je garderai toujours de vous l'image d'un homme d'honneur, juste et bon, ayant consacré à la France toutes vos convictions. Avec tout le respect qui vous est dû. Je vous dis au revoir.*

*Monsieur le premier ministre, vous êtes un exemple pour tous. Merci*

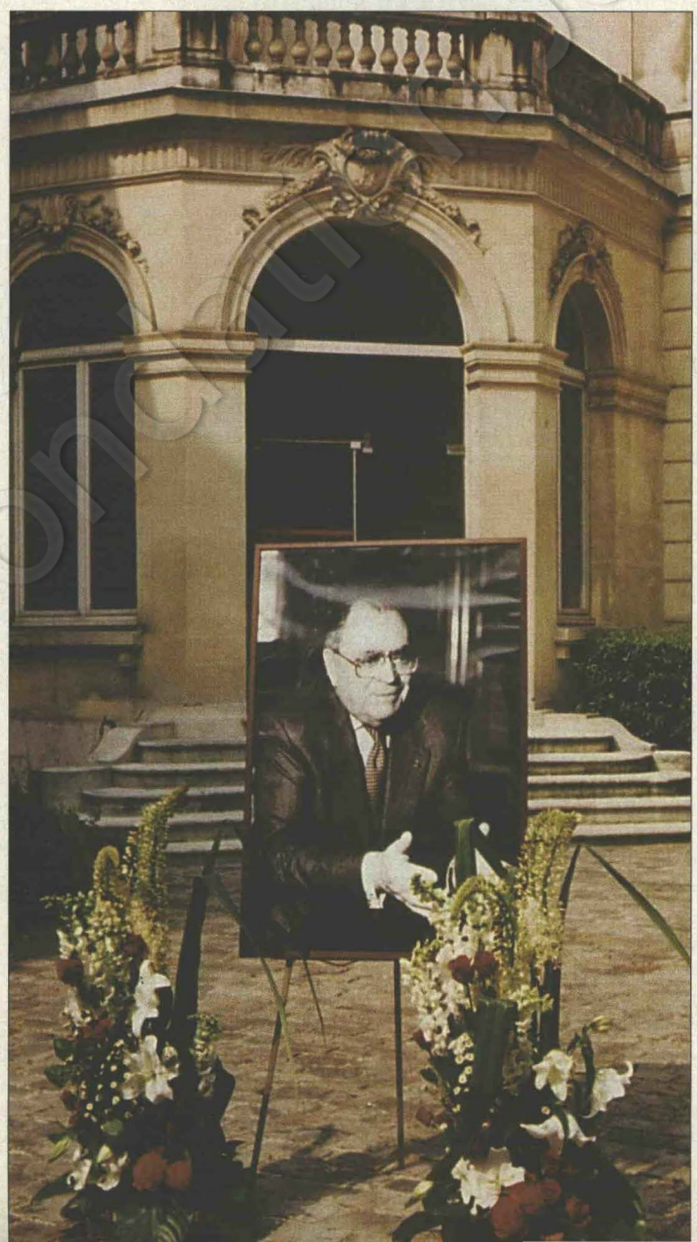
*Il reste un exemple que, chacun à sa place, dans le combat quotidien, peut être honnête. Mes pensées et nos prières vont à sa famille et à son épouse. Sa disparition est la tragique preuve que notre société ne sait pas regarder, ne sait plus voir la peine de l'homme qui souffre. Dommage que ce soit lui. Il était resté attentif aux préoccupations de l'homme simple.*

*Je ne saurais expliquer ma peine… J'espère simplement que votre acte ultime, très cher Pierre Bérégovoy, servira de leçon à une France en déroute.*
*Que votre âme repose en paix.*

*Pardonnez-nous de n'avoir pas su, quand il en était encore temps, vous exprimer notre respect et notre estime pour votre intégrité, notre reconnaissance pour ce que vous avez fait pour nous et toute notre affection. Adieu.*

*Si vous aviez su quelle peine vous alliez nous causer, vous ne nous auriez pas quittés.*

*A notre camarade Pierre Bérégovoy, dont l'intégrité et le dévouement courageux à la classe publique doivent être reconnus par tous les gens de bonne foi et à qui je demande pardon, pourtant, du mal qui lui a été injustement fait.*



*Votre geste a réintroduit l'humain dans une ambiance politique et sociale qui devenait de plus en plus mécanique et technologique. Puisse l'histoire se rappeler votre simplicité, votre honnêteté et la dignité simple de votre fin tragique.*

*Hommage à l'homme d'Etat et à l'honnête homme.*
*Votre combat n'a pas été inutile.*

*Camarade Béré, mon cœur est triste. Puissent les socialistes entendre ton message et se rassembler autour de ton nom.*

*En hommage à l'homme d'honneur et à l'homme d'Etat qui s'est tant dévoué au service de la France. Adieu, monsieur le premier ministre !*

*Je rends hommage à cet homme de courage et de droiture.*

*Monsieur, vous avez été pour nous un exemple et vous continuerez à nous donner de la force. Avec mon plus profond respect et ma plus grande admiration. Une fille d'immigrés, fille d'ouvriers, ethnologue, qui souffre "car, à nous, on nous regarde toujours les chaussettes", et qui vous pleure.*

*Je viens d'un pays lointain, le Brésil. Sans passion nationaliste ni partisane, je salue, honore, et respecte l'intégrité d'un homme qui a rempli son devoir de façon admirable, et pour qui l'honneur était plus important que la vie.*

*Une pensée pour sa famille. Toute mon estime pour Pierre Bérégovoy, homme rigoureux et droit qui n'a jamais oublié qu'il était… un ouvrier, juste et tenace. Un homme qui croyait que l'on pouvait changer la vie.*

*Ton geste constitue pour nous une leçon de morale que nous ne saurions oublier sans nous trahir.*

*Nous rendons hommage à l'action et à la mémoire du militant socialiste et de l'homme de l'Etat. Nous restons douloureusement sans voix. Cette mort nous frappe et nous concerne tous. Cette mort tragique ne doit pas se satisfaire d'explications hâtives. Elle doit, au contraire, nous inviter au dialogue, à la réflexion et à un examen approfondi de la société dans laquelle nous vivons. Si le silence doit être respectueusement de rigueur devant ce vide, nous ne pouvons pas fermer les yeux et, donc, nous taire sur nos modes de vie.*

# de la dissidence à la rupture

*Jean-Pierre Chevènement a largué les amarres avec le PS. Il veut refonder une "troisième gauche". Il risque de se retrouver dans une impasse.*

"La double appartenance est impossible." Daniel Vaillant, responsable des fédérations à la direction du PS, est catégorique. Les socialistes membres du Mouvement des citoyens de Jean-Pierre Chevènement devront choisir entre cette nouvelle organisation politique et le Parti socialiste. En réunissant les assises nationales de son mouvement, les 1er et 2 mai, à la Mutualité, à Paris, en prélude à un congrès constitutif en décembre, le député-maire de Belfort est passé de la dissidence à la scission. Pour lui, "L'ex-PS est mort de ses renoncements", et seule une nouvelle formation politique est capable de refonder une "troisième gauche".

Jean-Pierre Chevènement a un mérite : malgré quelques polémiques de mauvais goût, il place le débat dans le domaine des idées. Sa petite musique peut tinter agréablement aux oreilles des militants et électeurs de gauche quelque peu déboussolés par douze années de pouvoir socialiste et la lourde défaite des législatives. En ce sens, le PS doit rester attentif à l'évolution du Mouvement des citoyens avec qui il sera peut-être amené à discuter dans le cadre des assises de la gauche. La démarche de l'ancien ministre de la Défense peut servir d'aiguillon aux socialistes. Lors des Etats généraux, le PS devra donc définir un projet attractif, porté par un nouveau souffle, et qui tire toutes les leçons de la politique menée depuis 1981.

La voie sur laquelle s'engage Chevènement débouchera-t-elle sur la constitution d'une force politique ? L'entreprise s'avère bien difficile. Rassembler la gauche, de Léo Hamon à Alain Krivine en passant par les communistes et les écologistes, relève de la gageure. Au-delà des déclarations d'intention, on voit mal comment tout ce monde pourrait parvenir à se mettre d'accord sur des propositions ou un programme. D'ailleurs, depuis quelques années, ces militants s'efforcent de sortir de la nasse. En vain. Ils n'ont réussi ni à s'ériger en force politique, ni à mobiliser les déçus de la gauche.

L'histoire a montré que, depuis le congrès de Tours, aucune structure politique n'avait pu s'implanter durablement en dehors du PS et du PC. Jean-Pierre Chevènement l'aurait-il oublié, lui qui, il y a trente ans, avait préféré régénérer le socialisme à partir d'un vieil appareil, la SFIO, plutôt que de s'intégrer au PSU naissant ? Aujourd'hui, il fait le pari inverse, choisissant de miser sur une nouvelle organisation politique au lieu de s'instituer en minorité de contestation interne. Certes, il a raison de constater que le contexte politique est différent de celui des années 60 en raison de l'effondrement du communisme. Mais la gauche a changé également. Elle s'est convertie bon gré mal gré, dans sa majorité, à la "culture de gouvernement", et, en dépit de légitimes déceptions, elle n'assimile pas les douze dernières années à un "reniement".

Enfin, Chevènement et ses amis sont-ils les mieux placés pour incarner le renouveau ? Décidement amnésiques, ils oublient que, depuis dix ans, ils ont cautionné, par leur présence au gouvernement, une politique qu'ils réprouvaient. Si Chevènement a démissionné en 1983, c'est pour revenir à l'Education nationale de 1984 à 1986 et à la Défense de 1988 à 1990. Georges Sarre a occupé jusqu'au bout son poste de secrétaire d'Etat dans l'équipe de Pierre Bérégovoy. Quant à Max Gallo, porte-parole du Mouvement des citoyens, il ne se souvient guère qu'il a été le porte-parole du gouvernement Mauroy en 1983... l'année du tournant de la rigueur. Il mettait alors autant de conviction à défendre cette politique qu'aujourd'hui il en met à la condamner.

**Jean-Pierre Bedéï**




## BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN

■ Elections cantonales partielles.
A **LAON** (02), René Dosière (PS) est en tête du ballottage, avec 38,8% des voix. Les suffrages de droite se dispersent sur trois candidats qui n'atteignent pas ensemble le score obtenu, au premier tour de 1988, par le RPR sortant (démissionnaire pour cumul de mandats). Le candidat socialiste progresse de 3,4%.
A **BEAUVAIS** (60), Olivier Dassault (49,6%) devrait succéder dimanche prochain à un conseiller général décédé, également UDF. Par rapport à 1992, le candidat PS perd 0,4% de ses suffrages.
A **LIMOGES-Cité** (87), le juge Marsaud, nouveau député RPR, vient en tête du premier tour (38,4%) pour remplacer un sortant apparenté PS, décédé. Claude Bourdeau, socialiste, recueille 31,8% des voix (47,2% en 1988). Abstentionnisme très élevé : 56,3%.

■ **Un bon tuyau :**
**c'est le moment d'investir dans l'immobilier. Et le conseil ne vient pas de n'importe qui : Hervé de Charette, ministre du Logement, vous le dit. C'est écrit en UDF dans le texte : "C'est le moment d'acheter pour préparer sa succession (sic), le moment d'investir dans la pierre pour louer, clame le lointain descendant du chef vendéen. C'est aussi le moment de faire des travaux." Sait-il, Charette, que Balladur est déjà passé par là avec ses 2,4% de CSG pour tous ? A moins qu'il ne s'adresse qu'à certains. Merci, monsieur le baron !**

■ Jean-Paul Huchon, Daniel Vaillant et Manuel Valls ont tenu une conférence de presse, jeudi, pour présenter le matériel de communication qui permettra d'organiser les Etats généraux et sera envoyé aux fédérations. Il comprend un logo, une carte de participation, un tract, une affiche. La publication d'un encart dans la presse, vendredi 14 mai, devait compléter ce dispositif. Des tracts et un journal tabloïd tirés à deux millions d'exemplaires serviront également de support à la campagne menée par les fédérations. De quoi mobiliser militants et sympathisants pour le grand débat politique des socialistes.

■ **Autonomie budgétaire, libération des droits d'inscription en 2e et 3e cycles, préprofessionnalisation des deux tiers des premiers cycles, dérogations aux textes en vigueur à titre d'essai : le projet de Charles Millon et de l'UDF pour l'enseignement supérieur constitue un pas dangereux vers des universités concurrentielles. "Si le gouvernement reprend les propositions de Charles Millon, il trouvera toute l'UNEF-ID dans la rue", a déjà répondu Philippe Campinchi, tout juste réélu à la tête du syndicat étudiant.**

■ Le savoir est aujourd'hui la principale richesse économique des pays occidentaux. Cette mutation décisive crée des exclusions nouvelles, transforme le rapport à la citoyenneté. Le rôle et les modes d'acquisition du savoir seront au centre des deuxièmes Rencontres de Parthenay (79), les 20, 21 et 22 mai, avec le concours de la Fondation de France, "Transversales sciences culture" et "Le Monde diplomatique". ☎ 45.78.34.00.

■ **Le marché du tabac en France a enregistré une baisse de 4,6% en volume au premier trimestre de 1993 par rapport à l'année précédente. Cette baisse est à rapprocher des hausses du prix du tabac, d'avril 1992 et janvier 1993.**

Centre Condorcet

FORMATION
SECRÉTARIAT NATIONAL

# Stages d'été du 9 au 13 juillet à La Rochelle



J.-M. RIEUPEYROUT

## EDITO

Après la lourde défaite que nous avons subie en mars 1993, nous devons reconstruire la gauche et donner à notre Parti les moyens de sa renaissance, dans la fidélité aux valeurs qui nous unissent. Les stages de juillet et l'université d'été, placés entre les deux phases des Etats généraux, vont prendre cette année une dimension politique dont chacun mesure toute l'importance.

L'idée de rassembler tous nos stages en un même lieu et pendant la même période a été expérimentée pour la première fois à Nantes en 1992. Cette formule a remporté un vif succès car elle permet à la fois d'approfondir un thème dans un atelier spécialisé et de participer à des débats politiques en séance plénière avec des responsables de notre Parti et des spécialistes de dimension nationale.

Le choix de La Rochelle n'est pas dû au hasard : parce que notre stage se situe à la jonction du Festival international du film* et des Francofolies*, vous pourrez également participer à des manifestations culturelles de haut niveau dans un site exceptionnel.

Je souhaite que, dans la traditionnelle convivialité des échanges, le sérieux du travail, l'écoute et la tolérance qui caractérisent nos rencontres estivales, nous fassions de ces journées un temps fort dans la préparation et la réussite de nos Etats généraux.

**Gérard Lindeperg**
Responsable national à la Formation

* **Festival international du film** : du 1er au 11 juillet
* **Francofolies** : du 13 au 18 juillet

**(UNIVERSITE D'ETE à La Rochelle) - Retenez vos dates : du 2 au 5 septembre**

PENSER

## LA SOCIETE D'AUJOURD'HUI

### Objectifs

- Repérer les changements sociaux, économiques et culturels du monde actuel
- Acquérir de nouveaux outils pour comprendre la société
- Fournir des éléments de restauration du politique

### Contenu / méthode :

Après l'effondrement des grandes idéologies, face à la montée de l'irrationnel, de quels outils critiques nouveaux disposons-nous aujourd'hui pour comprendre notre société et élaborer une pensée politique qui donne un sens à notre action ?
Intervention de sociologues, historiens, philosophes, artistes, politiques. Tables rondes, débats, travaux de groupe sur documents.

**Animateur :** Pierre-Marie Dugas
**Nombre de participants** : groupe de 40 personnes

COMPRENDRE

## LA NOUVELLE DONNE INTERNATIONALE

### Objectifs

- Comprendre l'actualité internationale
- Analyser les foyers de tension
- Repérer les enjeux régionaux, nationaux, mondiaux...

### Contenu / méthode :

L'Europe de Maastricht... les bouleversements à l'Est... la crise yougoslave... les rapports Nord/Sud... Quels sont les nouveaux enjeux ? Comment faire face à l'exacerbation des nationalismes ? Comment combattre le libéralisme et organiser la planète ?...
Interventions théoriques, tables rondes et débats autour de spécialistes et responsables politiques français et étrangers

**Animateur :** Jacques-Pierre Gougeon
**Nombre de participants** : groupe de 40 personnes

*Centre des Congrès*



J.-M. RIEUPEYROUT

AGIR

## LES OUTILS DE L'INSERTION

### Objectifs

- Mieux comprendre les différents dispositifs mis en place entre 1981 et 1993
- Réfléchir à l'articulation entre les objectifs politiques poursuivis et les modalités de mise en œuvre
- Evaluer les espaces d'initiatives possibles en fonction des différentes situations politiques locales

### Contenu / méthode

Apport d'information sur des acteurs engagés dans des dispositifs d'insertion
Réflexion à partir de trois approches : les dispositifs, le rôle des partenaires sociaux, les territoires
Expression des situations locales vécues par les participants et travail de réflexion à partir de celles-ci

**Animateur :** Michel Abhervé
**Nombre de participants** : groupe de 40 personnes

AGIR

## LA PROTECTION SOCIALE (les enjeux de la solidarité)

### Objectifs

- Comprendre notre système de protection sociale : son histoire, son mode de financement et les critères de caractérisation des différentes politiques proposées
- Repérer les enjeux incontournables des politiques à venir
- Fournir des outils d'analyse des politiques locales et des pistes d'initiatives militantes

### Contenu / méthode

Apport d'informations "techniques" : le coût de notre politique de santé, description de notre régime de retraite, les politiques de prises en charge des personnes handicapées ...
Réflexion sur des propositions capables de garantir et de transformer notre système de protection sociale, définition de la place des personnes "hors travail" dans la représentation sociale.
Expression de politiques locales, réflexions et débat.

**Animateur :** Michel Bordeloup
**Nombre de participants** : groupe de 40 personnes

## LA PRISE DE PAROLE

Communiquer - Niveau 1

### Objectifs

- Mettre en évidence les difficultés et les atouts de chacun à communiquer un message
- Maîtriser son émotivité
- Acquérir une méthodologie permettant de maîtriser progressivement la communication orale
- Acquérir une méthodologie pour structurer son message

### Contenu / méthode

- Les règles de base de la communication
- L'organisation de la pensée
- Elocution, respiration, postures : le corporel soutien de l'expression orale
- Réponse à l'interpellation et à l'argumentation

Apports théoriques, exercices pratiques au camescope, analyse individuelle et collective

**Animateurs :** Jean-Claude Pétard, Hubert Nicolas et Albert Derrien
**Nombre de participants** : 3 groupes de 10 personnes

## LES DOCUMENTS ECRITS

Communiquer - Niveau 2

### Objectifs

- Savoir élaborer un document écrit efficace
- Maîtriser l'adéquation message/support/destinataire
- Se familiariser avec les règles de la typographie et de la mise en page.

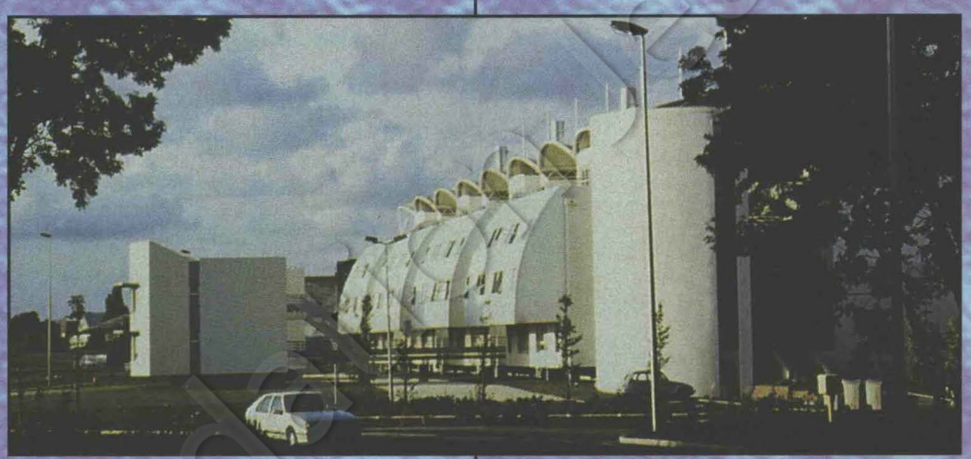
### Contenu / méthode

- La communication écrite, règles de base
- Analyse des différents types de documents
- Eléments de typographique et mise en page
- Elaboration de quatre pages, journaux de section, communiqués de presse....
- Rédaction et publication quotidienne d'un journal des stages

Ce stage est destiné aux personnes ayant suivi le niveau 1 en 1992

**Animateur :** Guy Brunetti
**Nombre de participants** : 1 groupe de 10 personnes

*Résidence A.R.P.A.E.*



J.-M. RIEUPEYROUT

## LA CONDUITE DE REUNION

Communiquer - Niveau 2

### Objectifs

- Maîtriser les différentes situations de conduite de réunion
- Analyser les comportements
- Evaluer l'efficacité des réunions

### Contenu / méthode

- Les différents types de réunion
- La dynamique des groupes
- Les conditions de la communication et de la créativité
- L'évaluation de l'efficacité d'une réunion

Apport d'informations théoriques, alternance de mises en situation et d'analyse des exposés à l'aide d'un camescope

Ce stage est destiné aux personnes ayant suivi le niveau 1

**Animateur :** Françoise Bernillon
**Nombre de participants** : 1 groupe de 10 personnes

## *DES STAGES POUR MIEUX*

- **PENSER** la société d'aujourd'hui
- **COMPRENDRE** la nouvelle donne internationale
- **AGIR** pour transformer la société à travers un militantisme renouvelé au niveau de l'Etat, des territoires, des entreprises et des quartiers
- **COMMUNIQUER** pour écouter les autres, organiser des débats, prendre la parole, produire des documents clairs

***et avec tous les participants chaque jour de 17 h 30 à 19 h, nous analyserons, grâce à des historiens, politologues et responsables politiques, l'évolution historique du socialisme, sa situation aujourd'hui et les perspectives de reconstruction de la gauche.***

# Renseignements pratiques

## Hébergement

Tous les participants seront logés à la résidence du Parc de la Francophonie (l'A.R.P.A.E.). Cette résidence est spécialement conçue pour recevoir des étudiants et des participants à des universités. Elle se compose de petits studios individuels. Des studios sont spécialement conçus pour accueillir des personnes handicapées. Le dossier d'inscription qui vous sera envoyé comporte une fiche de réservation hôtelière.

## Restauration

Les repas du midi seront pris en commun sur place au Centre des congrès de La Rochelle, ainsi que le dîner du vendredi 9. Restent à votre charge les petits déjeuners et trois dîners.

# Inscription

## Date limite

**10 juin 1993**

**Annulation.** Toute annulation doit être formulée par écrit ou par téléphone au **Centre Condorcet avant le : 26 juin 1993**. Aucun remboursement ne pourra être émis après cette date.

## Droits d'inscription

**500 F TTC** par stage

***Nous vous rappelons que les fédérations ou les sections sont invitées à prendre en charge la moitié des frais.***

**Ils comprennent :**
- 4 journées de formation
- 3 repas du midi et 1 dîner pris en commun

**Restent à votre charge :**
- 4 nuits d'hébergement
  (pour 4 nuits et par personne : de 342 F en studio double à 504 F en studio individuel)
- 3 dîners
- 4 petits déjeuners (coût d'un petit déjeuner à partir de 15 F)
- les frais de transport

Pour recevoir un dossier d'inscription, veuillez découper le bulletin ci-dessous, accompagné d'un **chèque à l'ordre du Centre Condorcet** d'un montant de **500 F** correspondant aux frais d'inscription et le renvoyer au Centre Condorcet, 15 rue du Louvre, 75001 Paris - Tél. 40.41.08.48 - Fax. 40.41.07.85

Stage choisi .....

Nom.....

Prénom.....

Adresse .....

.....

C.P. - Ville .....

Téléphone.....

Profession .....

Fédération.....

Section .....

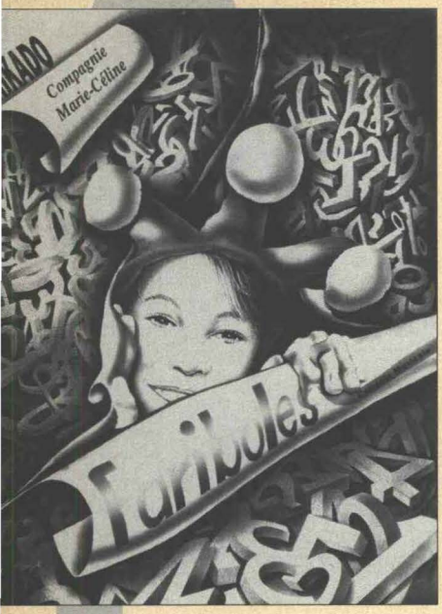
Responsabilités.....

Mandat électif.....

Age..... Date d'adhésion au PS.....

**Moyen de transport utilisé pour vous rendre à La Rochelle**

❒ **Voiture** ❒ **Train**




# Vendredi

45.56.78.56 / 78.57

## BARON SAMEDI S'ENDIMANCHE

***La Coupole, La Rotonde, Moissy-Cramayel (77), le 11 juin***

Mise en scène
d'une musique polyrythmique.
Quatre percussionnistes et le son terrestre de l'imparable tubiste Michel Godard.

Un spectacle imprévisible, dyonisiaque, hilarant et populaire.

**10 invitations pour nos abonnés.**

## COTE COURT

***En Seine-Saint-Denis, du 4 au 13 juin***

Festival du court-métrage : 2ème édition.
Plus de 200 films, des comédiens, des réalisateurs...
entre Pantin, Tremblay-en-France, Aubervilliers, Bobigny, Saint-Denis et Montreuil.

**50 invitations (2 personnes) pour nos abonnés (une séance au choix sur l'ensemble du festival).**




## LE ROYAUME DES FARIBOLES

***Espace culturel du Pin-Galant, Mérignac (33), le 26 mai***

Un royaume où le roi n'est jamais au courant de rien, où bientôt les chiens seront interdits de séjour faute d'oxygène suffisant... Mais quand les enfants s'en mêlent, ça se complique !

Par la compagnie Mikado.

**5 invitations (2 personnes) pour nos abonnés.**

## VOLTAIRE ROUSSEAU

***Comédie de Paris (IXe), jusqu'à fin juillet***

Déjà plus de 200 représentations, un succès mérité auprès d'un large public : la Comédie de Paris joue les prolongations.

Avec Jean-François Prévand (auteur et metteur en scène) dans le rôle de Rousseau et Gérard Maro dans le rôle de Voltaire.

**4 invitations pour nos abonnés les 25, 26 et 27 mai ainsi que les 1er, 2 et 3 juin.**

## JE SOUTIENS VENDREDI, MAINTENANT !

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....

*"Vendredi" l'hebdo*
***Abonnement 1 an : 270 F***
***DOM-TOM / CEE : 400 F***
***Autres pays : 600 F Institutions : 500 F***

*"Vendredi" hebdo + "Vendredi-Idées"*
***Abonnement 1 an : 350 F***
***DOM-TOM / CEE : 500 F***
***Autres pays : 700 F Institutions : 700 F***

A renvoyer à : "Vendredi" service lecteurs, 10 rue de Solferino, 75333 Paris cedex 07
*accompagné, éventuellement, du montant des abonnements. Chèque à l'ordre de "Vendredi". Merci de penser à joindre votre bande adresse.*

## FAUST

### de Gœthe, version originelle de 1772/1774, dite "Urfaust"

***La Halle aux Grains, Blois (41), le 28 mai.***

Le combat du bien et du mal.
Le trio Faust, Marguerite et Méphisto.

*Mise en scène :* Dominique Pitoiset.

**5 invitations (2 personnes) pour nos abonnés.**



**Pour obtenir les places, 45.56.78.56 / 78.57**

**Pour connaître les programmes**

- **Côté court : ☎ 48.91.24.91**
- **Espace culturel du Pin-Galant : ☎ 56.97.82.82**
- **La Halle aux Grains : ☎ 54.56.19.79**
- **La Coupole : ☎ 64.88.69.11 / 60.60.02.63**
- **La Comédie de Paris : ☎ (1) 42.81.00.11**

Collection Jean Jaurès

# SNCF : signal d'alarme tiré

*Les comptes de la compagnie nationale déraillent. Rien ne va plus avec le nouveau système Socrate qui va même faire l'objet d'un audit. La mise en place du TGV Nord inquiète les usagers qui se plaignent des tarifs élevés. Le transport ferroviaire est-il toujours un service public ?*

Comment maîtriser la réservation sur le réseau ferroviaire national avec 300.000 voyageurs par jour à bord de 1.300 trains sur les grandes lignes ? Aujourd'hui, cinquante millions de réservations par an. Demain, avec le TGV nord-européen, la SNCF en prévoit 140 millions. Pour préparer cet avenir, la compagnie nationale s'est dotée du système Socrate (1), un logiciel acheté à American Airlines pour la somme de 1,3 milliard de F, adapté au trafic ferroviaire. Dernièrement, dans le magazine "Grandes Lignes", édité par la SNCF, on pouvait lire : "Socrate annonce l'ère du train pratique". C'est plutôt raté pour le moment ! Les couacs de Socrate sont tels qu'en guise de philosophie antique, comme son nom pourrait le laisser croire, on se retrouve plutôt dans une ambiance kafkaïenne.
Prendre le train aujourd'hui relève d'un véritable parcours du combattant. Les erreurs informatiques sont si nombreuses que l'on se trouve parfois obligé de monter dans le train sans prendre de billet tant les files d'attente aux guichets sont longues. Les usagers sont excédés. Les agents aussi, qui se plaignent, notamment, d'un manque de formation. Différents mouvements de grève se sont d'ailleurs succédé.
N'est-il pas temps de tirer le signal d'alarme ? La SNCF vient de décider un audit interne "afin de tirer les leçons de la mise en place du système". En outre, le ministre des Transports a demandé au conseil général des Ponts et Chaussées d'enquêter sur Socrate. Les résultats de ce travail sont attendus pour la fin du mois.

## DES PRIX EN FONCTION DU TAUX DE REMPLISSAGE

Au-delà d'un système complexe de réservation, qu'est-ce que Socrate ? "C'est un outil concurrentiel, explique Denis Andlauer, responsable du syndicat CFDT cheminots. Il s'agit de faire dépendre les prix de l'occupation des trains. C'est ce que l'on appelle le "yield management" (2), un outil d'optimisation commerciale, tournant résolument le dos au concept de service public."
"Il n'est pas critiquable que la SNCF essaie de mieux remplir ses trains,



répond Richard Rousseau, chef de la division parlement à la direction de la communication de la SNCF. Et ainsi éviter qu'il y ait une perte de productivité." Avant, le prix du billet était proportionnel au nombre de kilomètres effectué par le voyageur, le calendrier bleu, blanc, rouge, introduisant une première variation des coûts. La période rouge était interdite à toutes les réductions commerciales (carte vermeil, carissimo...). Aujourd'hui, le tarif est modulé en fonction du taux de remplissage des trains et de la date d'achat du billet. Ainsi tous les voyageurs, dans un même train, n'auront pas payé le même prix. Socrate permet d'affiner les tarifs train par train. Il est possible de voyager à des prix intéressants mais à condition d'avoir prévu son déplacement. François Tempé, spécialiste de Socrate à la FNAUT (3), n'en n'est pas si sûr. "Le calendrier tricolore disparaissant, tous les trains devraient donc être accessibles à tous les tarifs réduits. Mais la SNCF pratique des contingentements occultes. Par exemple, il y a, dans les contrats des cartes vermeil, une clause selon laquelle les places réservées pour elles peuvent être limitées. La SNCF se donne donc la possibilité unilatérale de réduire son engagement. C'est une clause illicite au regard du droit civil. Sous prétexte d'optimiser les recettes, il y a manquement à la parole donnée."

## UN MEDIATEUR POUR RENOUER LE DIALOGUE

Aujourd'hui, les associations de défense des usagers ont rompu leurs négociations avec la compagnie nationale. Gilbert Carrère, conseiller-maître à la Cour des comptes, est, en tant que médiateur, chargé de renouer le contact. Le président de la SNCF, Jacques Fournier, a annoncé qu'il n'était plus question, pour l'instant, d'étendre la réservation obligatoire aux trains grandes lignes classiques et que la nouvelle politique tarifaire, qui entre en vigueur le 25 mai sur le TGV Nord, serait expérimentale. Néanmoins, les associations d'usagers demeurent vigilantes, expérant que leurs revendications ne restent pas sur une voie de garage.
En outre, la situation de la SNCF est extrêmement préoccupante avec 900.000 millions de F de manque à gagner pour le premier trimestre. Afin d'y faire face, elle devrait réduire ses frais de fonctionnement de 500 millions de F, et, pour l'été, étendre le tarif réduit Joker à deux cents relations.

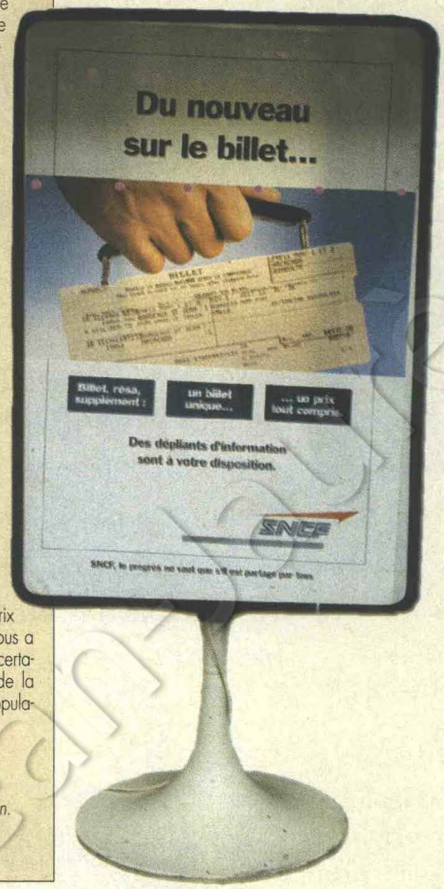
**Chrystie Lipani**

*(1) Service d'offre à la clientèle des réservations des trains d'affaires et de tourisme en Europe.*
*(2) On pourrait traduire par "la gestion du rendement". A lire "Le Yield Management", par Sylvain Daudel et Georges Vialle, Interéditions.*
*(3) Fédération nationale des associations d'usagers des transports.*

## TGV nord : malaise chez les usagers

Paris-Arras en cinquante minutes, Paris-Lille en une heure vingt, fin mai, et une heure en septembre, Paris-Dunkerque en une heure cinquante dès septembre. Cette troisième ligne à grande vitesse sera suivie des liaisions transManche vers l'Angleterre en 1994, de liaisions TGV interrégionales directes et des extensions à grande vitesse vers la Belgique, les Pays-Bas et l'Allemagne du Nord en 1996. Le TGV Nord a été présenté comme un outil de l'aménagement du territoire, un pôle d'attraction pour la région Nord-Pas-de-Calais.
Fondée le 3 mars dernier, l'association Assut Nord (1) compte aujourd'hui plus de cinq cents adhérents. C'est dire toutes les préoccupations que génère la mise en place, le 24 mai, de ce nouveau train. "Nous nous sommes vite aperçus que la SNCF nous imposait des barrages d'accès, explique le président Jean-Claude Poulain. Les horaires sont inadaptés pour les travailleurs. Les prix (2), et surtout les prix des abonnements, sont prohibitifs. La formule Temporis (quarante trajets) remplace le modulopass et passe de 1.500 F à 4.000 F pour le trajet Paris-Lille. La réservation devient obligatoire. Il faudra dire les horaires des trains que l'on va prendre chaque jour pendant le mois qui va suivre, avec seulement quatre droits à l'erreur. Au-delà, il faudra payer pour changer. En outre, certains trains Corail vont être supprimés et sans doute finir par disparaître."
"La SNCF met en place toute une stratégie qui n'a rien de commun avec ce qui existe dans les autres régions, insiste le président. Elle met en place un TGV nord-européen pour transporter des voyageurs de Paris à Londres ou de Paris à Amsterdam, négligeant totalement les habitants du Nord-Pas-de-Calais. Elle veut se débarraser de la population existante qui la gêne. Selon la SNCF, le risque de saturation sur la ligne nord, avec un potentiel de quatre millions de voyageurs, est tel qu'il justifie une politique de prix élevés, alors qu'elle pourrait augmenter le nombre de rames. On nous a mis devant le fait accompli. Ce dossier n'a pas été construit en concertation avec les usagers. Il est trop tard pour se poser la question de la transformation du Nord en banlieue de Paris. Aujourd'hui, une population prend le train chaque jour (3), on ne peut pas l'exclure ainsi."

*(1) Association des usagers du train de la région Nord, 132 avenue de l'Hippodrome, 62000 Arras.*
*(2) Les prix sont modulés selon le taux de remplissage prévisionnel du train. Sur Paris-Lille, par exemple, il existe plus de trente prix différents.*
*(3) Selon l'Assut-Nord, il y plus de 5.000 abonnés sur la ligne Paris-Lille.*




FRANÇOIS MISSONNIER :

## "Avec Socrate, on ne peut plus se déplacer librement"

**Pour le président de l'Association des voyageurs utilisateurs du chemin de fer TGV Sud-Est, la SNCF, sous prétexte de rendre rentables ses lignes, impose des règles qui ne correspondent pas aux attentes du voyageur et qui rendent le transport onéreux et compliqué. Arguments.**

***Qui sont vos adhérents ?***
*Nous représentons près d'un millier de personnes, avec 80% de voyageurs en première classe, des cadres, des cadres supérieurs et des membres des professions libérales et 20% en seconde classe. 95% des gens sont des abonnés, et ils ne le sont pas tous par leur entreprise. Les gens viennent à l'AVUC justement parce que ce sont eux qui paient leur abonnement. Ils en sont à quelques francs près et ont bien raison. Quand on compare la somme de ce que l'on dépensait il y a cinq ans pour le TGV et la somme de ce que l'on dépense aujourd'hui pour faire le même voyage, on peut considérer que l'on paie pratiquement 50% de plus.*

***Que reprochez-vous à Socrate ?***
*Si le système de la réservation obligatoire se généralise à l'ensemble des trains, il risque de peser sur la liberté de circulation en France. Chaque transformation de billet est onéreuse. Prendre le train devient compliqué et trop cher. Sous le fallacieux prétexte de faire de la rentabilité, on touche à une liberté fondamentale qui est celle de se déplacer librement. C'est plus grave qu'une question de tarification.*
*En outre, la SNCF gère ses lignes d'une façon inacceptable. En effet, on nous dit qu'un billet Biarritz-Paris doit coûter moins cher qu'un billet Lyon-Paris, parce qu'il faut concurrencer l'avion sur Biarritz-Paris alors que ce n'est pas la peine sur Paris-Lyon. Nous comprendrions si nous avions le choix entre une véritable concurrence avec trois ou quatre compagnies de chemin de fer. Ce qui n'est pas le cas. Une compagnie nationale qui fait ce qu'elle veut devient un Etat dans l'Etat. Il n'est tout de même pas normal aujourd'hui que l'on paie plus cher Paris-Lyon que Paris-Bordeaux.*

***Vous semblez dire que la SNCF s'intéresse plus aux besoins du marché qu'à ceux des usagers ?***
*Quelle est l'utilité du transport ? Aujourd'hui, sur la ligne Paris-Lyon, par exemple, surtout pour les abonnés, le transport est lié au bon fonctionnement de l'économie française. Les gens ne se déplacent pas pour leur plaisir. Quand vous faites cinq fois l'aller-retour par semaine, c'est bien pour travailler. Or, commencer à taxer automatiquement ceux qui travaillent parce qu'ils se donnent les moyens de se déplacer devient assez désagréable. Il faudrait déjà poser la question de savoir comment le TGV a été financé. La SNCF se considère exclue de tous les modes de financement normaux. Taxer le consommateur correspond pour elle à la loi du marché. Mais on n'est pas dans un système concurrentiel, donc le prix du billet doit de toute façon relever de la démarche commerciale. Elle déforme les règles pour pouvoir, combler les déficits qu'elle a crées ailleurs. Elle crée des systèmes où le consommateur est totalement négligé.*

***Que pensez-vous des contingentements ?***
*Sur un TGV Paris-Marseille via Valence, on ne vous délivre en seconde classe un billet Paris-Valence que si on a vendu au préalable un certain nombre de billets Paris-Marseille. Aujourd'hui, pour rentabiliser un train qui, de toute façon, roule, on en arrive à avoir une logique de marché dans laquelle on va d'abord servir la distance la plus longue pour, dit-on, amortir le train. Il y a des seuils à remplir. Prenons le cas du Châlon-Paris. On va d'abord commencer par vendre les places Lyon-Paris et puis, si c'est plein à Châlon, on s'arrêtera quand même, mais personne ne pourra monter. Le système est complètement ridicule.* ■

*UN PAS EN AVANT, DEUX PAS EN ARRIERE*

# la Bosnie abandonnée

*Après le refus des extrémistes serbes de Bosnie d'accepter le plan Vance-Owen et le rejet par les Européens de toute intervention militaire, les Américains l'écartent, eux aussi, dans un futur immédiat.*




Les Douze, menés par les Français et les Britanniques, viennent une nouvelle fois de rejeter toute forme d'intervention militaire. Ils s'en tiennent à la solution du plan Vance-Owen et à la voie tracée par les résolutions 820 et 824 du Conseil de sécurité : sanctions draconiennes contre la Yougoslavie, création de zones de sécurité pour protéger les enclaves bosniaques menacées par le rouleau compresseur serbe. Ils font confiance à Milosevic pour venir à bout de la résistance de ses ex(?)-protégés et prennent au sérieux sa décision de fermer la frontière entre la Serbie et la Bosnie.

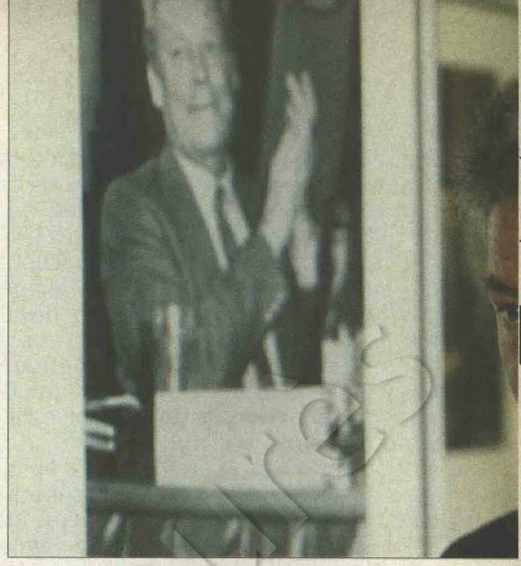
Le dernier cessez-le-feu, signé par les commandants des forces militaires bosniaques et serbes, pourrait apparaître comme le premier signe de réussite de cette stratégie de la paix. Ce serait oublier que les Serbes ont toutes les raisons d'arrêter la guerre puisqu'ils n'ont, pour le moment, plus rien à prendre. Ils pensent que les enclaves "musulmanes" qui subsistent en Bosnie orientale et qui viennent d'être déclarées zones de sécurité par l'ONU tomberont tôt ou tard dans leur giron. Au refus des Serbes de Bosnie d'accepter le plan Vance-Owen correspond la manière particulière des Croates d'Herzégovine de l'appliquer en considérant qu'ils ont tous les droits et tous les pouvoirs sur les régions qui leur ont été attribuées, y compris d'y massacrer les Musulmans et de les réduire au rang de citoyens de seconde zone. C'est une des réalités du plan Vance-Owen.

Les Américains, qui ne se sont ralliés qu'avec réticence à ce plan, ne croient pas réellement à ses chances et préconisaient un règlement de la crise très différent de celui défendu par les Européens. Refusant, encore plus que ces derniers, de mettre en péril la vie de leurs soldats, ils proposaient que l'on donnât aux Bosniaques les moyens de se libérer eux-mêmes, en leur permettant de s'armer et en les aidant, dans une première phase, par des frappes aériennes contre leurs agresseurs. Ils estiment en effet que la négociation ne peut être reprise que sur la base d'un nouveau rapport de forces entres les belligérants. Face à la position européenne, la Maison Blanche vient d'annoncer "le report, dans l'immédiat, d'une éventuelle action militaire" en Bosnie.

L'objection essentielle des Européens, qui ont des hommes sur le terrain, est que cette solution entraînerait une très difficile réorientation de la politique menée jusqu'à présent dans l'ex-Yougoslavie et le retrait de tout le dispositif militaire et civil actuellement en place, avec ses conséquences sur le plan humanitaire. Ce serait la guerre redoublée avec des répercussions imprévisibles. L'argument est très fort et la difficulté de trancher le débat, évidente. Il n'en reste pas moins que la sollicitude manifestée envers les Bosniaques se traduit en fait par leur abandon et la destruction de la Bosnie-Herzégovine.

Comparé à l'aval de conquêtes territoriales, à la victoire de la force brutale, à la constitution en Europe d'Etats ethniquement purs, flanqués de réserves pour minorités, ce résultat pourra-t-il être considéré comme un moindre mal ?

**Maurice Lazar**



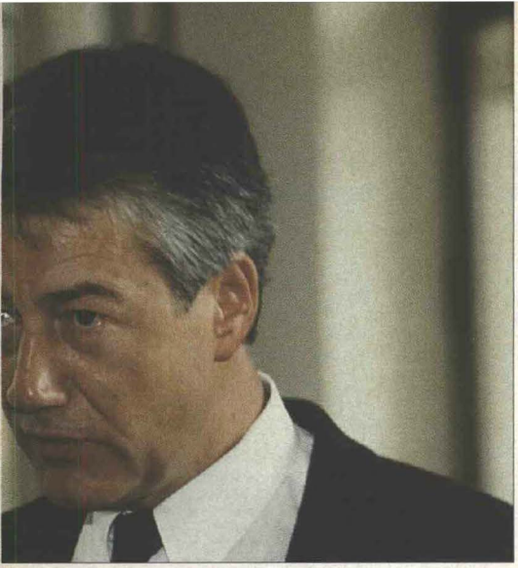
*LA CRISE AU SPD*

# départ d'Engholm et contrecoups de l'unification

*Le plus vieux parti social-démocrate du continent -né en 1869 à Eisenach, en Thuringe- a vécu, lundi 3 mai 1993, un des moments les plus sombres de son histoire.*

Son président, Björn Engholm, qui incarnait l'espoir du SPD pour la reconquête du pouvoir perdu en 1982 au profit du chancelier Kohl, s'est démis de ses mandats politiques. Comment un homme qui, il y a encore un mois, recueillait 31% d'opinions favorables, devançant le chancelier Kohl (24%), en est-il venu là ? Bien entendu, il convient d'invoquer des raisons personnelles puisque Engholm, qui avait su donner l'image d'un homme politique sincère et non corrompu, a reconnu avoir dissimulé la vérité à une commission d'enquête chargée, en 1987, de se pencher sur les machinations et les procédés diffamatoires utilisés par le ministre-président chrétien-démocrate sortant, Uwe Barschel, contre lui. Contrairement à ses premières déclarations, Engholm a avoué avoir été informé de ces agissements avant les élections de 1987 qui virent la victoire d'Uwe Barschel.

La découverte des procédés de Barschel provoqua un énorme scandale politique qui le contraignit à la démission. De nouvelles élections, le 8 mai 1988, portèrent Björn Engholm au pouvoir avec 54% des voix, balayant ainsi une domination de la CDU de près de 40 ans. L'ascension de Björn Engholm se poursuivit lorsqu'il devint président du SPD, en mai 1991, au congrès de Brême, prenant la succession de Hans-Jochen Vogel. Dès lors, il incarnait la relève au sein de la social-démocratie



◀ *Björn Engholm.*

allemande. L'hebdomadaire "Die Zeit" résume bien la situation quand il titre, dans son numéro du 7 mai 1993, à propos d'Engholm : "Le petit-fils qui voulait être un ange".

## MALAISE SUR UNIFICATION ET DROIT D'ASILE

Au-delà de la personnalité d'Engholm, à qui certains reprochaient son manque de fermeté, cette démission traduit le profond malaise qui traverse le SPD. Depuis l'unification allemande, les tiraillements s'étaient accentués au sein du Parti. Entre Willy Brandt, qui s'engageait en faveur de l'unité allemande après avoir prononcé un discours le jour de la chute du mur de Berlin, dans lequel il affirmait que "ce qui grandit ensemble doit être réuni", et Oskar Lafontaine, candidat du SPD à la Chancellerie, qui considérait que l'union -notamment économique et monétaire- était prématurée du fait de son coût inestimable, le fossé était grand et il laissait apparaître des clivages profonds au sein du Parti. Entre une aile gauche qui jugeait opportun de laisser se réformer l'Etat communiste est-allemand de Hans Modrow et Helmut Schmidt qui, comme dans son dernier ouvrage, défendait la réunification allemande tout en appelant ses concitoyens à accepter de "voir leur niveau de vie retomber"(1), les différences étaient marquées.

Ce débat avait laissé une sensation de paralysie qui devait à nouveau se manifester dans les discussions sur l'engagement de soldats allemands hors de la zone d'intervention de l'OTAN, le droit d'asile et le pacte de solidarité.

Au cours de ces débats, autant Björn Engholm que le président du groupe parlementaire, Ulricht Klose, ont parfois donné l'impression de flotter et de ne maîtriser ni la situation ni leurs troupes, alors que toutes ces questions représentent sans doute le plus grand défi auquel le SPD est confronté depuis le débat sur le réarmement, au début des années 80. La gauche du SPD n'a, par exemple, pas accepté le compromis sur la réforme du droit d'asile que la direction du Parti a conclu avec le gouvernement. Dans son "appel de Dortmund", l'aile gauche dénonçait le glissement à droite d'Engholm et Klose, puis demandait leur démission. Un député du Nord, Konrad Nabel, a même créé "Le Cercle de Lübeck" pour réfléchir à une politique de gauche. Le SPD se trouve ainsi empêtré dans des conflits internes et désuni sur les grandes questions de savoir en quoi et comment il peut apparaître comme une solution de rechange au gouvernement Kohl, à un moment où le FMI prévoit un taux de croissance de -1,3% en 1993 pour l'Allemagne unie et où le rapport de mai des cinq instituts allemands de recherche économique annonce une hausse du PIB d'Allemagne orientale de 5,5%, insuffisant pour accélérer la remise à niveau de l'économie de cette région.

Pour relever ce défi, il devra choisir entre plusieurs candidats à la succession d'Engholm (Johannes Rau, ministre-président de la Rhénanie du Nord-Westphalie, assure provisoirement la direction). De nombreuses personnalités sont déjà -plus ou moins ouvertement- sur les rangs : Gerhard Schröder, ministre-président de Basse-Saxe, chef d'une coalition rouge-verte, selon lui transposable au plan fédéral ; Rudolf Scharping, ministre-président du Nord-Palatinat, à la tête d'une coalition socialo-libérale ; Heidi Wieczoreck-Zeul, ancienne présidente des Jeunes Socialistes, représentant l'aile gauche du Parti à la direction ; Renate Schmidt, vice-présidente du Parlement fédéral et, de manière plus feutrée ; Heide Simonis, qui prend la succession d'Engholm dans le Schleswig-Holstein ou, peut-être, Wolfgang Therse, l'homme qui monte à l'Est, déjà vice-président du SPD, qui déclarait, dans un récent entretien, que "le candidat à la Chancellerie devait être choisi après un vote à la base".

Au-delà de l'avenir du Parti, il s'agit, pour les sociaux-démocrates, de redonner espoir à une population allemande saisie par le doute et l'inquiétude.

**Jacques-Pierre Gougeon**

*(1) Schmidt, Helmut, "Handeln für Deutschland, Rowohlt Verlag", 1993.*

### ◆ ONUSOM II EN SOMALIE ◆

*En Somalie, depuis le 4 mai, les Nations Unies ont pris le commandement des troupes étrangères. Les derniers soldats américains partis (il en reste cependant cinq mille à la disposition de l'ONUSOM II), l'ONU engage une de ses plus ambitieuses opérations. Forte de 28.000 hommes, ONUSOM II prend la suite de l'UNITAF, dont la réussite, notamment sur le plan humanitaire, doit être reconnue.*

*"Rendre espoir" a en effet contribué à enrayer la famine et un semblant d'ordre règne de nouveau à Mogadiscio. Pour autant, l'insécurité demeure et les rivalités politiques restent vives. ONUSOM II devra poursuivre le désarmement de la population et des factions qui ont caché leurs armes. Elle devra également assurer la mise en œuvre de l'accord signé à Addis-Abeba entre quatorze chefs de faction, prévoyant la création d'un Conseil national de transition pour douze mois et le découpage du pays en dix-huit régions. Lourde tâche pour ONUSOM II, dont certains craignent qu'elle ne soit pas aussi efficace que l'UNITAF, malgré certaines faiblesses de cette dernière.*

*PROCHE-ORIENT*

# un dialogue difficile

*Malgré des difficultés de dernière heure, des progrès concrets ont marqué la neuvième session des négociations de paix.*

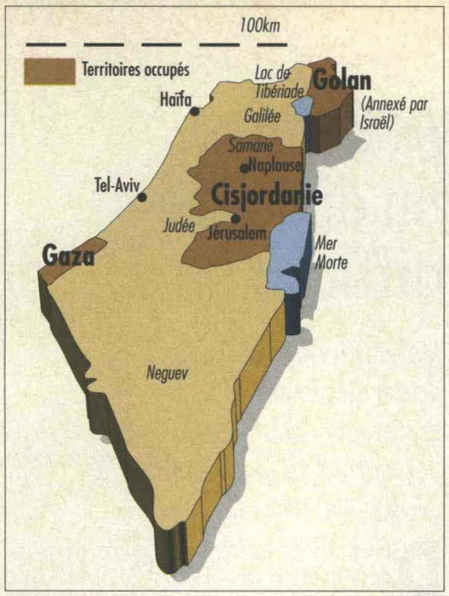
Pour la première fois depuis la conférence de Madrid -et bien que la situation reste tendue dans les territoires occupés- un véritable dialogue a semblé s'être enfin instauré entre Israéliens et Palestiniens. Au point que l'ensemble des délégations (arabe et israélienne) avaient accepté, sur la demande des Etats-Unis, de jouer les prolongations jusqu'au 15 mai.

Deux raisons principales peuvent expliquer ce nouveau contexte. En premier lieu, les Palestiniens reconnaissent que des progrès ont été réalisés dans le règlement (ou l'amorce de règlement) de certains différends de longue date avec l'Etat hébreu : retour de trente expulsés entre 1967 et 1987 dans les territoires occupés, régularisation de la situation de cinq mille habitants de ces territoires, maintien de dix mille habitations construites sans licence et menacées de destruction... L'arrivée des travaillistes au pouvoir en Israël n'est pas, bien sûr, étrangère à cette évolution positive. Malgré des maladresses, voire des erreurs, des difficultés internes et des embûches de tous ordres, le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, met en œuvre le mandat pour lequel il a été élu : faire la paix.

Le deuxième facteur de progrès est la détermination opiniâtre à aboutir de l'administration américaine. On lui doit le redémarrage des négociations, puis la multiplication des initiatives pour permettre leur poursuite. Ainsi, des informations chiffrées fournies aux Palestiniens sur les colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie et à Gaza ou de l'annonce du financement d'un programme de création d'emplois dans les territoires occupés de quatorze millions de dollars.

Pour autant, la route de la paix est longue encore. Alors que l'heure était encore à l'optimisme à la fin de la semaine dernière, les résultats finaux risquent de ne pas être à la hauteur des espoirs. Les questions de fond abordées pour la première fois de façon concrète par les trois groupes de travail : sur les droits de l'homme dans les territoires occupés, la terre et l'eau, et le futur statut des territoires confirment des divergences profondes et, sur chaque sujet, des difficultés complexes.

Malgré l'annonce, le 10 mai, par le gouvernement israélien, du retour des




vingt-cinq Palestiniens intégristes expulsés le 17 décembre 1992 (en plus des 101 déjà annoncés), les Palestiniens ont décidé de réduire leur représentation au motif notamment de la dégradation continue de la situation dans les territoires occupés. On peut, dès lors, douter que les négociateurs parviennent, d'ici au 15 mai, à adopter la déclaration de principe commune envisagée, organisant la discution sur des questions concrètes. Ces difficultés de dernière heure ne doivent cependant pas masquer les progrès faits au cours de cette session. Si les négociations israélo-syriennes butent toujours sur la question du Golan, Israéliens et Palestiniens avancent lentement les uns vers les autres. Dans son projet de déclaration, pour la première fois, Israël prévoit d'accorder des pouvoirs législatifs au futur Conseil exécutif palestinien et accepte un contrôle international sur les élections à venir dans les territoires. Autant d'acquis qui devraient permettre que la raison l'emporte prochainement.

**G.T.**

## BREF... EN BREF... EN

■ **Les USA affirment posséder des preuves d'une tentative d'assassinat de George Bush lors de sa visite au Koweït, le 14 avril. Une "réaction appropriée", selon Bill Clinton, sera étudiée après enquête.**

■ Investiture du 52e gouvernement italien par les députés, le 7 mai, à Rome. Dirigé par Carlo Azeglio Ciampi, ancien gouverneur de la Banque d'Italie, non issu d'un compromis entre partis, et composé essentiellement de techniciens, il doit procéder à la mise en place de la réforme électorale, introduisant le scrutin majoritaire.

■ **Malmené par les sondages et le ralentissement de l'activité économique, Clinton prépare un nouveau plan de relance, moins ambitieux mais mieux préparé. Il a réaffirmé la nécessité "de son plan de réduction du déficit budgétaire sur plusieurs années", fondé sur une baisse des dépenses fédérales et une augmentation des impôts.**


## PETITES ANNONCES ☎ 45.56.78.57 PETITES ANNONCES

18801

**COMMUNAUTE URBAINE**
***Creusot Montceau***
***(Saône-et-Loire) 100.000 habitants***
2ème agglomération de Bourgogne
*recrute*
**POUR SON SERVICE COMMUNICATION**
**UN JOURNALISTE**
**Rédacteur, attaché ou contractuel**

**Cadre issu d'une école de journalisme ou d'une école de communication à dominante journalistique : CUEJ (Strasbourg), CFJ (Paris), ESJ (Lille), CELSA (Paris), I.U.T. (Bordeaux), etc.**

**SON PROFIL**
- Expérience journalistique forte.
- Bonnes connaissances de la P.A.O.
- Bonnes connaissances des techniques d'imprimerie.
- Expérience de la communication en collectivité appréciée.

**SES MISSIONS**
- Prise en charge du rédactionnel et du secrétariat de rédaction des périodiques édités par la C.U.C.M. :
  - journal communautaire "En direct"
  - journal d'information interne "Contact"
  - autres publications à venir.
- Rédaction de textes d'accompagnement pour des insertions locales sur différents supports (journaux locaux, plaquettes d'associations...).
- Soutien pour le montage d'expositions.

***La rémunération sera fonction du profil de la personne recrutée.***

Candidature à adresser avant le 20 juin 1993 à :
Monsieur le Président de la Communauté Urbaine
Le Creusot-Montceau
Boîte Postale 69
71206 LE CREUSOT CEDEX

**Vos recrutements ?**
**Dans "Vendredi", bien sûr !**

**EMPLOI**

**18802** - Homme 36 ans, dipl. d'Etat : ***assistant social-éducateur-animateur socio-culturel, grade assistant socio-éducatif principal,*** 15 ans exp. Actuellement directeur d'un établissement social ds coll. territ. Cherche poste par voie de mutation, ttes régions. ☎ 43.32.33.08

**LOCATION**

**18803** - ***PRE-PYRENEES*** - Sud de Toulouse (31), à Montbaun, bocage, gîte rural 3 épis, tt confort, pour 4-6 pers., tennis, ballades, gastronomie... 1.200 F / semaine. ☎ 61.98.11.02 ou 61.51.65.70

**18804** - ***LOT-ET-GARONNE*** - A louer, caravane 4 pl., lac de Clarens à Casteljaloux, auvent, ent. équipée. Libre juin à sept., loc. à la semaine. Sports nautiques, bastides, foie gras, armagnac... ☎ 53.96.20.21

18805

***Mairie de MORCENX (Landes)***
***4.332 habitants***
***Chef-lieu de canton***
*recrute*
**ATTACHE TERRITORIAL (H/F)**
Pour exercer les fonctions de
**SECRETAIRE GENERAL DE MAIRIE**
Poste à pourvoir immédiatement.
Régime statutaire + IFTS.
Gestion de syndicats intercommunaux.
Adresser candidature, C.V., photo à :
Monsieur le Maire
Hôtel de Ville - 40110 MORCENX

18806

**UN OUVRAGE INDISPENSABLE**




**Un livre de réflexion pour les Etats généraux**

## PURIFICATION ARTISTIQUE, IL Y A SOIXANTE ANS

# la musique dégénérée

*1933. Goebbels écrit à Furtwängler :*
*"Il faut qu'en musique*
*l'ère de l'expérimentation soit close."*
*1940. Gerigk, musicologue nazi, affirme :*
*"La purification de notre culture,*
*et aussi de notre vie musicale,*
*de tout élément juif est terminée."*

Durant cet intervalle de sept ans, avait eu lieu la campagne dite de la "musique dégénérée" ("Entartete Musik"). La plus scandaleuse des opérations de purification ethnique et artistique de l'histoire. La musique allemande ne s'est jamais relevée de ce crime. Ni, à travers elle, la musique du monde entier.

Après 1919, la République de Weimar avait connu une période de bouillonnement artistique comme on n'en voit qu'une fois par siècle. Berlin subtilisa à Paris le rôle de ville phare. La chape asphyxiante de l'ère wilhelmienne explosa dans une série de déflagrations dont le dénominateur commun était le cosmopolitisme, terme qui n'avait pas alors de connotation péjorative. Littérature, théâtre, cinéma, peinture, architecture s'ouvrirent à toutes les influences extérieures pour les assimiler. La musique, empêtrée partout dans le postromantisme et l'après-Wagner, se régénérait dans l'utilisation des thèmes populaires et du jazz.

Mais la réaction ne tarda pas. Tout ce foisonnement apparut comme un attentat au postulat de la primauté historique de l'Allemagne. Traditionnellement opposée à Berlin, Munich, la capitale du narcissisme wagnérien, fut le centre de cette résistance nationaliste xénophobe. Le fer de lance de ce mouvement était la Ligue pour la culture allemande, dirigée par Hans Severus Ziegler. En Thuringe, où il exerçait des responsabilités locales, Ziegler signa un décret intitulé "Contre la culture nègre, pour le peuple allemand", ainsi présenté : "La musique de jazz-band, la musique de percussion, les danses nègres, les chants nègres, les pièces nègres



▲ *Maria Hussa.*
*"Das Wunder der Heliane", de Korgold.*
*Hambourg, 1927.*

contribuent à une glorification de la négritude et frappent au visage le sentiment culturel allemand. Mettre fin à ces phénomènes de décomposition relève de l'intérêt de la conservation et du renforcement du peuple allemand." En vertu de quoi, les tableaux de Kandinsky, Paul Klee, Schlemmer et Otto Dix furent décrochés du Bauhaus de Weimar, les concerts de jazz interdits, tout comme des œuvres de Krenek, Hindemith et Stravinsky.

La suite ne fut que la tragique amplification de cette chasse à l'art et à la musique "dégénérés". Pour la musique, les cibles désignées furent la musique atonale, le jazz, et, avant tout, les œuvres des compositeurs juifs. En Allemagne, puis dans les pays occupés, toute forme d'activité fut interdite aux musiciens visés : composition, interprétation, enseignement, critique, recherche, édition.

L'apogée de cette campagne fut, en 1938, à Düsseldorf l'exposition "Entartete Musik". Ziegler y dénonçait "la culture artistique la plus frivole, le triomphe du gangstérisme, de l'arrogante insolence des juifs et de la sénilité spirituelle la plus complète." Indigné, Bela Bartok, qui n'était pas visé, puisque Hongrois, demanda d'avoir l'honneur de figurer à l'exposition de Düsseldorf.

Le résultat fut la plus extraordinaire ponction artistique qu'un pays se soit infligée à lui-même. Pratiquement tout le monde musical allemand s'éparpilla aux quatre coins du monde. L'exil pour Hindemith -non-juif mais que Hitler ne supportait pas, l'exil pour Kurt Weill, Schœnberg, Waxman, Alfred Einstein, Krenek, Zemlinsky, Korngold, Goldschmidt. Et Bartok, à son tour, après l'Anschluss. L'exil pour Bruno Walter, Artur Schnabel, Fritz Busch, Erich Kleiber, Otto Klemperer. Ne restèrent guère en Allemagne que Carl Orff, qui se spécialisa dans les épopées néoteutoniques galvanisantes, et Richard Strauss -le regrette-t-on assez- qui avait suffisamment de talent pour perpétuer une musique postromantique, belle, mais d'aucun apport nouveau. Et Furtwängler.

Cette saignée a eu des conséquences sans bornes. L'évolution esthétique et technique de la musique a été fauchée, partout dans le monde. Et pas seulement pendant les douze ou quinze ans où la chasse à la musique "dégénérée" a été ouverte. Mais longtemps après encore. Bon nombre des compositeurs contraints à l'exil ont vu leur capacité créatrice détruite. Dispersés, sans contact, sans échange, en proie à des difficultés matérielles et morales, les pages prometteuses de leurs cahiers de composition sont restées blanches. Ainsi pour Bartok, seul à New York et dans le besoin. Quelles œuvres Bela Bartok n'aurait-il pas écrites, autrement ? Quel envol Arthur Goldschmidt n'aurait-il pas pris au cours d'une carrière si longue -il vit toujours à Londres- mais comme amputée depuis son expatriation ?

Il y a aujourd'hui un chaînon manquant dans l'histoire de la musique. En 1945, tout n'est pas reparti comme avant. Bon nombre des exilés ne sont pas revenus. D'autres étaient définitivement atteints dans leur fécondité artistique. De nombreuses années blanches ont suivi. Sans le 3e Reich, Ziegler et la mise à l'index de la musique "dégénérée", la musique contemporaine serait-elle aujourd'hui dans l'impasse où l'ont conduite, dans les années 50 et 60, et à la faveur de ce néant, les gratuités sérielles de l'école dite "de Darmstadt", Stockhausen (et Boulez) en tête ?

**J.G.**




▲ *"Viennois, Viennoises, notre Opéra national est victime d'une impudente souillure judéo-nègre... ... la patrie, la morale, la culture sont bafouées... Manifestation de protestation... juifs non admis." (Affiche du Parti allemand national-socialiste des travailleurs pour la Grande Allemagne, 13 janvier 1928).*

### ◆ "Entartete Musik" ◆

*C'est à une grande maison d'édition de disques que l'on doit de revenir aujourd'hui sur cette musique "dégénérée", ce qu'elle fut et ce qu'elle représente. Car, plus d'un demi-siècle après leur mise à l'index, ces œuvres -abolies pendant quinze ans- sont toujours frappées de discrédit. Rarement jouées, jamais enregistrées. C'est, en quelque sorte, la satisfaction posthume de Ziegler et Hitler.*

*Decca lance un ambitieux programme d'enregistrements pour une série qu'il ne craint pas d'intituler, comme si Bartok en avait soufflé l'idée : "Entartete Musik".*

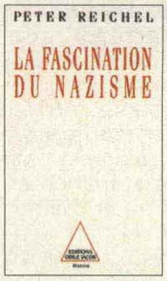
*Y prendront place les œuvres importantes perdues, détruites ou interdites par le Troisième Reich. Ainsi que les musiques de l'exil. Cette collection s'ouvre par deux opéras particulièrement caractéristiques : "Das Wunder der Heliane", de Korngold, avec Anna Tomowa-Sintow, sous la direction de John Mauceri, vaste conte de fées à la musique somptueuse (1) et "Jonny spielt auf", de Krenek, Zeitoper entre jazz et musique nouvelle, dir. Lothar Zagrosek (2). Suivront d'autres opéras, de la musique symphonique, de la musique de chambre, etc.* ■

(1) Decca, 3 CD, 436636
(2) Decca, 2 CD, 436631

# post-scriptum

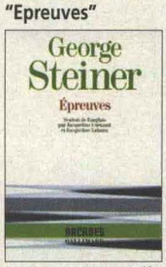


## PETER REICHEL
**"La Fascination du nazisme"**




Comment le peuple allemand a-t-il pu idéaliser à ce point le IIIe Reich, pourtant fondé sur la violence, la destruction et l'horreur ? L'auteur étudie successivement le rapport entre la culture et la politique, puis la stratégie qui a présidé à l'esthétisation du régime national-socialiste et, enfin, les auteurs et les destinataires de cette automystification générale qui a fait appel essentiellement à des moyens culturels. Interprétation prudente de ce qui ressort du nazisme lui-même et de la fascination qu'il a exercée sur les masses.
Odile Jacob, 404 p., 160 F.

## GEORGE STEINER
**"Epreuves"**




Cette fois-ci, c'est Steiner le romancier qui prend la plume. Pour un roman philosophique d'une extrême densité. "Epreuves" est une interrogation sur le devenir de l'homme, bilan et perspectives. Elle est menée par le "Professore", correcteur d'imprimerie, le maître dans sa spécialité, le prince des correcteurs. Infaillible, la certitude incarnée et reconnue de tous.
Mais lorsque le livre s'ouvre, le "professore" apprend que, bientôt, il perdra la vue. Dans le même temps, ses convictions s'effondrent avec le Parti communiste italien. S'ouvre alors le long dialogue symbolique du "Professore" et du père Carlo : le marxiste et le chrétien. Et le grand livre de l'histoire : les tragédies du siècle et la comparaison des systèmes politiques... Si le socialisme, c'était l'impatience ? Si le Messie était l'homme lui-même ?
Gallimard-Arcades, 114 p., 68 F.

## DANIEL VOGEL
**"Et ils partirent pour la guerre"**




C'est un roman inachevé. Il n'a pas été, non plus, relu, corrigé par l'auteur. Mais il est d'une grande puissance.
Ce roman autobiographique de Daniel Vogel raconte l'histoire d'un réfugié autrichien venu en France se protéger du fascisme et de Hitler et qui fut -comme des milliers d'autres- ballotés de camp en camp jusqu'à être déporté en Allemagne d'où il ne reviendra pas. Retrouvé accidentellement, c'est un texte non élaboré, à lire comme un journal : pas plus que son lecteur, le scripteur ne connaît la fin de l'histoire.
Denoël, 256 p., 129 F.

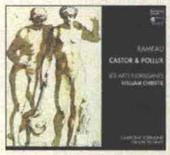
**"Chronologie universelle du monde contemporain"**




A la tête d'une équipe de spécialistes, Marc Ferro -qui raconte "L'Histoire parallèle", le samedi, sur Arte- vient de dresser une incroyable chronologie. Plus de 10.000 événements, de 1801 à 1992, sont répertoriés, jour par jour, année par année : phénomènes culturels, inventions, événements politiques.
Exemple : que s'est-t-il passé, le 7 janvier 1989, jour de la parution du numéro 1 de "Vendredi" ? Réponse : au Japon, l'empereur Hiro-Hito meurt. Il était au pouvoir depuis 1927. Index de 3.000 entrées. Atlas historique. Une trentaine de dossiers thématiques.
Nathan, 568 p., 198 F.

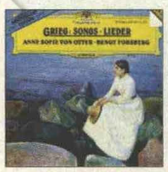


## RAMEAU
**"Castor et Pollux"**




A quelques changements dans la distribution, voici le "Castor et Pollux" tel que William Christie l'avait présenté au festival d'Aix-en-Provence, en juillet 1991. Bien entendu, on est privé, ici, de tout l'enchantement visuel qu'avaient apportés la mise en scène, les décors et les costumes de Pier Luigi Pizzi. Mais, du même coup, toute l'attention est reportée sur la musique.
William Christie et les Arts Florissants, précis et fins, aiment cette musique. Belle conception d'ensemble marquée d'élégance. Une des pièces maîtresses du florilège de l'opéra français.
Harmonia Mundi, 3 CD, 2 h 53', env. 375 F.

## GRIEG
**Mélodies**




C'est un domaine méconnu que les mélodies de Grieg. Comme d'ailleurs la plus grande partie de la musique scandinave à laquelle le public français commence à peine à s'apprivoiser, via les symphonies de Nielsen, notamment.
Grieg était un réel mélodiste dont le lyrisme simple est bien mis en valeur par la mezzo-soprano suédoise Sofie Von Otter qui chante vingt-cinq lieder tantôt en néonorvégien -forme traditionnelle assez gutturale-, en norvégien, en danois ou en allemand. Des pièces impressionnistes d'une belle sensibilité.
Deutsche Gramophon, 437521, 07' 38", 125 F.

## DANIEL SEFF
**"Prévenez les anges"**




S'il vous semble que cette voix, un brin plus rauque que celle de Daniel Lavoie, pourrait parfaitement chanter "La Dame de Haute-Savoie", de Cabrel, vous n'êtes pas loin du compte.
En effet, après vingt ans de chanson derrière lui, Daniel Seff, aux allures d'ange terrestre, vient de produire un très bel album -avec l'aide du cathare d'Astaffort- qui pleure "Marlene", prophétise "La Terre promise", regrette "Venise".
FNAC Music/WMD 592176, 40' 09", env. 130 F.

**Accordéon Musette Swing**
**"Paris 1925-1942"**




Deuxième opus d'une anthologie de l'accordéon dont nous vous avions déjà conté les vertus et l'intérêt.
Où l'on retrouve nos "poteaux" Tony Murena, Gus Viseur, Emile Vacher, et où apparaissent de nouveaux virtuoses du piano à bretelles : Médard Ferrero, Marceau, Adolphe Deprince.
Et toujours deux, trois gouailleurs du cru comme Germaine Béria, Lucienne Delyle ou Henri Garat.
Fremeaux & Assoc./Night and Day, 1 h 44', 2 CD, env. 175 F.

PAGES CULTURE ETABLIES PAR
Jacques Garat (livres - classique) avec
Claude Polak (cinéma)
Frédéric Taddéi (jazz - variétés)



**"Cette année, le faible poids des films américains donne à la sélection une allure très européenne", constate Dominique Wallon, directeur général du Centre national de la cinématographie, à l'occasion de l'ouverture du 46e Festival international du film.**

***Quelles sont les grandes tendances du Festival 1993 ?***
*Dominique Wallon. Le Festival de Cannes est, à chaque fois, une surprise. En compétition officielle, ce qui frappe, cette année, c'est le très faible poids des films américains, trois seulement. Bien sûr, cela ne résulte pas d'un choix, mais de la situation des films disponibles. Du coup, la sélection a une allure très européenne. Sur les vingt-trois films en compétition, douze sont européens, quatre français, quatre anglais, trois italiens et un allemand.*
*Le continent australien est aussi très présent avec trois films, mais on n'a presque rien de l'Afrique, rien de l'Amérique latine et rien de l'Europe de l'Est. Innovation à Cannes, l'apparition simultanée de la Chine et de Taïwan.*
*Autres particularités : un rajeunissement certain des talents, puisque quatre premiers films sont en compétition, que dix réalisateurs ont la trentaine et qu'ainsi la moyenne d'âge passe de 47 à 44 ans, malgré les 80 ans passés de Kurosawa. Enfin, on remarque le nombre grandissant des femmes cinéastes. Quatre sont en compétition et six figurent dans la catégorie "Un certain regard".*

CANNES




***Peut-on parler d'une résurgence du cinéma anglais et italien ?***
*Pas vraiment. De nouveaux auteurs apparaissent tous les ans, s'appuyant sur un volant de comédiens de qualité, qui viennent surtout du théâtre. Mais, faute d'une organisation à la française du financement, les créateurs retournent, le plus souvent, à la télévision et au théâtre. Quant à l'Italie, si la crise du cinéma n'y a jamais été aussi grave qu'on l'a dit, la relève des grands, Visconti, Antonioni, Fellini, n'a pas été assurée.*

***Comment se porte le cinéma français ?***
*155 films produits ou coproduits en France, en 1992, c'est le double de l'Allemagne et de l'Espagne, le triple du Royaume-Uni. Seule l'Italie produit plus d'une centaine de films. Le renouvellement de la création est largement assuré avec trente-neuf premiers films. La fréquentation est marquée par le renouveau des films français qui gagnent, en 1992, 4,4 millions de spectateurs, alors que la fréquentation globale, avec 116 millions de spectateurs fléchit de 1,4%. Avec 4.402 salles, le parc français est le premier en Europe et reste stable depuis deux ans.*

***Propos recueillis par C.P.***

**DEMANDEZ LE PROGRAMME**

Louis Malle présidera le jury, entouré, entre autres, de Claudia Cardinale et d'Emir Kusturica. A l'honneur, le cinéma français et ses stars, puisque "Ma Saison préférée", d'André Téchiné, avec Catherine Deneuve, fera l'ouverture et "Toxic affair", avec Isabelle Adjani, la clôture.
Sur 663 films visionnés par le délégué général Gilles Jacob, vingt-trois sont en compétition, avec de nombreuses vedettes, De Niro, Vittorio Gassman, Harvey Keitel, Bruno Ganz, Nastassja Kinski, Robert Duvall, Daniel Auteuil, et les plus grands réalisateurs, Kurosawa, les frères Taviani, Wim Wenders, Peter Greenaway, Ken Loach et Alain Cavalier. Et de "nouveaux grands" comme Jane Campion, Steven Soderbergh, Kenneth Branagh ou Roger Planchon. Dans la catégorie "Un certain regard", on retiendra le nouvel hommage d'Agnès Varda à Jacques Demy et celui de Serge Tubiana à François Truffaut.

# JEAN VIARD

***L'idéologie du progrès est morte, estime Jean Viard, sociologue (1) : il ne s'agit plus de rêver à transformer le monde mais d'apprendre à l'habiter.***

**A quoi correspond l'idéologie du progrès ?**
C'était l'espèce de certitude, depuis la Renaissance, que l'on trouverait toujours, par le progrès, le moyen, demain, de corriger les défauts d'aujourd'hui. Dans la perspective d'un futur meilleur, voire parfait, la souffrance du présent était légitime. La promotion des individus, de la famille et le développement de la société étaient parallèles. Pour les forces de la transformation sociale, l'idée de progrès permettait de donner une espérance à toutes les classes sociales, en voulant réorganiser la société de sorte que l'expansion généralisée profite à tous de façon égalitaire.

**Qu'est-ce qui vous permet de dire que la valeur progrès est obsolète ?**
Il y a les progrès, pluriels, auxquels tout le monde est favorable : les progrès de la médecine, des transports, des conditions sociales... En matière de sida, la seule espérance est dans la science. C'est le progrès en tant qu'idéologie collective, perspective globale de la société, qui ne fonctionne plus. On se rend compte que notre espace est clos. L'expansion territoriale est terminée : il n'est plus question de colonies ni de conquérir le cosmos pour y habiter dans l'immédiat. On sait, ensuite, que notre puissance technique est limitée : par le maintien de la vie sur la Terre (si tous les pays du monde étaient aussi développés que la France, la planète ne le supporterait pas) et parce qu'elle touche désormais à l'éthique et met en cause ce qui nous spécifie dans notre humanité. Enfin, on est passé d'une société à dominance verticale à une société à dominance horizontale qui n'est plus seulement bâtie sur ce système de progression du bas vers le haut. Aujourd'hui, les exclus sont dans des marges. Ils sont loin du centre. Et l'on ne sait pas comment passer de la périphérie au centre. L'aventure personnelle de chacun n'est plus écrite dans une trajectoire ascendante. Sans cette espérance du futur meilleur, il est difficile de donner un objectif à sa propre vie.

**La gauche est-elle particulièrement concernée par cette évolution ?**
La force de la gauche jusqu'en 1981, l'espoir de transformer complètement la société, a disparu et ce, définitivement, après l'effondrement du mur de Berlin. C'est ce qui la désoriente. Sa fonction est de contribuer à donner du sens, à donner une espérance à ceux dont la réalité n'en porte pas beaucoup. Les vieux militants vous disent : "Toi, petit, tu verras une société différente." Ils ont passé leur vie à trouver du sens dans le fait qu'ils portaient une pierre pour le mur de la société idéale. Eux étaient encore dans le soubassement. Mais ils pensaient, qu'un jour, il y aurait



***Parce que l'on vit dans un monde fermé, borné, l'humanité va devoir apprendre à partager.***

un mur sur cette pierre. C'est cela qui ne fonctionne plus. Mais ce n'est pas triste. Il ne s'agit plus de rêver à transformer le monde mais d'apprendre à l'habiter. L'habiter avec plaisir, au présent. Arriver à considérer que le fait de se battre pour organiser concrètement les sociétés, pour que tel lycée fonctionne bien, pour que tel paysage soit respecté, est tout à fait important. Ce n'est pas simplement une pierre sur un mur, c'est un but en soi.

**La fin du mythe du futur, c'est aussi l'espace qui prend le pas sur le temps.**
La culture de gauche a beaucoup nié le territoire pour s'arracher de la glèbe, des particularismes locaux et atteindre à l'universel. Elle considérait que l'enracinement se faisait dans des classes sociales. Du coup, ce sont souvent des forces réactionnaires qui ont quelque chose à dire sur ce nouveau rôle du territoire. Or, le particularisme ne doit pas être la prime donnée au natif. Le défi est de trouver comment articuler l'universel et le local. Comment articuler ces valeurs humanistes mondiales et le spécifique, qui constitue l'espace de quotidienneté, de citoyenneté des individus...

**Le chômage est-il un signe clair de la mort du progrès ?**
Le chômage est un signe clair que le monde se globalise : si l'on fabrique des baskets pour vingt centimes en Chine, on ne va pas les fabriquer en France pour vingt francs. On peut trouver cela tragique parce que cela nous enlève des emplois mais, en même temps, cela crée de l'emploi en Chine. Nous étions riches aussi parce que les autres étaient pauvres. C'est la question de la capacité de la société à apprendre à vivre ensemble qui est en cause. On vend notre savoir-faire et ils font nos baskets. Il faut bien arriver à penser les deux termes en même temps.

**Attendre que la croissance résolve nos difficultés, n'est-ce pas une erreur ?**
La croissance résoud une partie des difficultés parce qu'augmenter la richesse crée du travail et procure de l'argent pour les retraités, les routes... Mais qui pense qu'elle va supprimer trois millions de chômeurs ? La question est comment, à côté du travail, valoriser l'activité non salariée des gens. Il y a le travail et il y a l'œuvre. Quelle peut être l'œuvre d'une vie ? Dans une société où beaucoup de gens n'ont pas de travail, on ne peut leur donner le travail comme seul objectif. Il faut pourtant bien que leur vie soit aussi une œuvre. Pour ce faire, il faut répartir différemment les ressources.

**Quel peut être le moteur de cette nouvelle aventure ?**
Parce que l'on vit dans un monde fermé, borné, l'humanité va devoir apprendre à partager. Partager l'air, la couche d'ozone, l'eau, le travail. Il ne s'agit pas de sortir un module tout prêt mais de savoir que le module sur lequel on travaillait ne fonctionne plus très bien parce que le monde a changé. Il faut accepter de ne pas savoir totalement où mène l'action politique. Mais c'est par la politique, au sens noble du terme, que se crée le lien social des sociétés. Le rôle des forces de transformation sociale est de proposer ce sens à la société -même si ce sens est un sens de doute- de façon à ce que les gens sentent que leur vie s'inclut dans une perspective collective. Il faut inventer ce qui nous permettra de désirer cette nouvelle aventure potentielle : c'est-à-dire considérer que la vie est d'autant plus belle qu'elle n'a comme seule fin que d'être, avec les autres, au milieu des autres.

**Propos recueillis par Maryline Trassard**

*(1) Chercheur au Centre des études de la vie politique française. Directeur des éditions de l'Aube.*

*Lyon, 2, 3, 4 juillet 1993*



## ETATS GENERAUX DES SOCIALISTES

# De la discussion jaillit la lumière

Vous préférez attendre ? Attendre que le monde retrouve son sens tout seul, que les problèmes se règlent d'eux-mêmes, que la gauche se reconstruise sans vous ?

Vous préférez vous résigner ? Vous résigner à une cohésion sociale qui s'effrite, à un combat politique qui se dégrade, à une espérance qui s'évanouit ?

Vous préférez oublier ? Oublier tout ce que la gauche a apporté à notre pays, le suffrage universel, la République, l'école, la laïcité, les congés payés, la protection sociale, la retraite à 60 ans, le RMI, l'abolition de la peine de mort ? Oublier que tout ça, hier, c'est la gauche qui l'a imposé comme il lui faudra demain imposer de nouvelles conquêtes ?

Non ! Vous osez imaginer, désirer, espérer.
Vous osez croire qu'aucune fatalité ne condamne la planète à la misère qui frappe quatre de ses habitants sur cinq.
Vous osez imaginer un avenir délibéré, un avenir voulu.
Vous osez désirer mieux pour vous, pour vos enfants, mieux que les incertitudes d'aujourd'hui.

Alors, ne restez pas sur le bord du chemin ! Prenez votre part dans ces Etats Généraux qui seront ce que vous en ferez. Imaginez, avec nous et pour tous, un nouveau vivre-ensemble, pour la France, l'Europe et le monde.

Aujourd'hui, la gauche doit trouver un nouveau souffle. Vous êtes la gauche. Faites que la gauche ce soit vous !

Venez dire vos doutes, vos critiques, votre amertume.
Mais venez aussi analyser, proposer, construire.
Soyez, chacun d'entre vous, bâtisseur d'espérance.



## PARTI SOCIALISTE

### POUR PARTICIPER AUX ETATS GENERAUX

*Vous pouvez vous inscrire avant le 1er juin, soit en appelant le numéro de téléphone suivant : 45 56 79 99, soit par minitel 3614 PS, soit en renvoyant le bon à découper ci-après :*

*Je souhaite participer aux Etats Généraux des Socialistes*

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

*Bon à adresser au Parti Socialiste, Etats Généraux, 10 rue de Solférino, 75007 Paris*

Coll. Fondation Jean Jaurès